



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH SEPTEMBER, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Is.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4159

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is. A. PROULX,

King's Printer.

4160

Government House.

Nominations

No 1435 Elec.

Nomination de 5 Commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du vingt-sixième jour d'août 1925, de nommer MM. Jean Morin, Hector Morin, Joseph Ross, Jean-Baptiste Morin et David Malouin, commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-aux-Outardes, dans le comté de Saguenay. 4301

No 86 Elec.

Nomination de 2 Commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 7 août 1925, de nommer M. Antoine Mainville et M. P.-R. Higgins, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Anicet No 2, dans le comté de Huntingdon. 4311

Lettres patentes

"Co-Operative Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août, 1925, constituant en corporation: Harry-D. Hekkema, Hadley-J. Hekkema, tous deux de la ville de Dorval, province de Québec, mécaniciens, et Léonard Kent, de la cité de Montréal, dite province, comptable, pour les fins suivantes:

Tenir, maintenir, exploiter et administrer des garages, hangars, magasins, entrepôts et autres établissements semblables pour la garde, le nettoyage, la réparation et l'entretien d'automobiles et de véhicules-moteurs de toutes sortes, description, nature et classe, et de tous leurs accessoires, de toutes sortes et de toute description, et arrenter, affermer et louer des véhicules-moteurs,

Appointments

No. 1435 Elec.

Appointment of 5 School Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an Order in Council dated the twenty sixth day of August, 1925, to appoint Messrs. Jean Morin, Hector Morin, Joseph Ross, Jean Baptiste Morin and David Malouin, school commissioners for the municipality of Pointe aux Outardes, in the county of Saguenay. 4302

No. 86 Elec.

Appointment of 2 School Commissioners.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated 7th of August 1925, to appoint Messrs Antoine Mainville and P. R. Higgins, school commissioners for the municipality of Saint Anicet No. 2, in the county of Huntingdon. 4312

Letters patent

"Co-Operative Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1925, incorporating: Harry D. Hekkema, Hadley J. Hekkema, both of the town of Dorval, province of Quebec, mechanics, and Leonard Kent, of the city of Montreal, said province, accountant, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places, for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and kind and class, and of all the accessories thereto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor

camions et automobiles de toutes sortes, et transporter des personnes et marchandises sur tels véhicules aux termes et conditions que la compagnie jugera acceptables;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et dispositifs, soit qu'ils se rapportent à la construction de véhicules-moteurs ou autrement, et de toutes choses pouvant être utilisées en rapport avec iceux, ou dans la fabrication, l'entretien et l'exploitation de ces articles respectivement;

Faire et conclure toutes sortes et espèces de contrats, conventions et obligations par ou avec toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour acheter, acquérir, détenir, manufacturer, réparer, vendre toutes sortes d'effets, denrées, produits et marchandises sans limitation quant à l'espèce, en disposer et en faire le commerce, et généralement avoir pleine autorité d'accomplir la totalité ou aucun des actes qui s'y rapportent ou qui en découlent ou qui s'y rattachent, et tous les actes propres ou nécessaires aux fins de son industrie;

Solliciter, acheter, adopter, enregistrer ou acquérir autrement tous brevets, marques et noms de commerce, dessins, imprimés, étiquettes, brevets d'invention, octrois, patentes, baux, concessions et privilèges semblables conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités, et toutes formules et procédés, et toutes inventions brevetées et autres, et tous renseignements se rapportant à toute invention qui semblera susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie et dont l'acquisition sera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les payer en deniers comptants ou en actions ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et utiliser, exercer, développer, vendre ou faire valoir autrement les propriétés, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis, en disposer et octroyer des patentes à leur sujet;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir et assumer, en tout ou en partie, le commerce, les entreprises, la clientèle, l'actif ou les obligations de toute personne ou personnes, firme ou compagnie exerçant ou autorisées à exercer aucun des commerces ou entreprises que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou tout commerce ou entreprise semblable en tout ou en partie, ou tout commerce ou entreprise ainsi acquis; acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les réémettre ou en disposer ou trafiquer autrement, ou conclure toute convention pour le partage des profits ou la coopération avec toute telle personne, firme ou compagnie; donner comme considération pour aucune des choses ou aucun des actes susmentionnés, des deniers comptants, des propriétés, débentures, actions ou valeurs de cette ou de toute autre compagnie ou compagnies;

Vendre, louer la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, de la clientèle de la compagnie, ou en disposer autrement, soit en tout ou en partie, pour telle considération que la compagnie croira acceptable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat ou l'acquisition;

cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To make and enter into all manner and kinds of contracts, agreements and obligations by or with any person or persons, corporation or corporations for the purchasing, acquiring, holding, manufacturing, repairing, selling, disposing of and dealing in any goods, wares, products and merchandise, without limitation as to class, and generally, with full power to perform any and all acts connected therewith or arising therefrom, or incidental thereto, and all acts proper or necessary for the purpose of business;

To apply for, purchase, adopt, register or otherwise acquire any patents, trademarks, trade-names, designs, prints, labels, *brevets d'invention*, grants, licenses, leases, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limiting rights, and any formulae and processes and any inventions patented or otherwise, and any information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to pay for the same in cash, shares, or other securities of the company, or otherwise, and to use, exercise, develop, sell, dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests, or information so acquired;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and take over, in whole or in part, the business, undertakings, good-will, assets, or liabilities of any person or persons, firm or company carrying on or authorized to carry on any of the businesses or undertakings which this company is authorized to carry on or any business or undertaking similar thereto or to any part thereof, or any business or undertaking so acquired; to acquire shares and securities of any such company, and to sell, re-issue or otherwise dispose of or deal with the same, or to enter into arrangements for sharing of profits or for cooperation with any such person, firm or company; to give as consideration for any of the things or acts aforesaid, cash, property, debentures, shares or securities of this or of any other company or companies;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertakings, assets or good-will of the company, either together or in portions, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring the same;

Payer toutes les dépenses contractées en rapport avec la formation et la constitution de la compagnie;

Généralement, faire toutes les choses jugées incidentes ou appropriées à la réalisation des objets de la compagnie; la compagnie exercera ses opérations dans toute la province de Québec;

Aucun transfert des actions du capital-actions de la compagnie (excepté celles réparties par l'émission des présentes lettres patentes) ne se fera à moins qu'un avis de tel transfert proposé soit donné par écrit au secrétaire de la compagnie, qui alors avisera par écrits autres actionnaires de la compagnie de tel transfert proposé. Dans les quinze jours qui suivront la réception de tel avis au secrétaire de la compagnie, les autres actionnaires auront le droit ou l'option d'acheter pour eux-mêmes ces actions, proportionnellement aux actions qu'ils détiennent dans la compagnie, et au prix qui sera déterminé annuellement par les actionnaires, ou si le prix n'est pas déterminé, au prix auquel l'actionnaire qui désire transférer ses actions a convenu de les vendre, sous le nom de "Co-Operative Motors, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé, en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

4277

C.-J. SIMARD.

To pay any and all expenses incurred in connection with the formation and incorporation of the company;

Generally, to do all such things as may be deemed incidental or conducive to the attainment of the objects of the company; the operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec;

No transfer of any shares of the company's stock (except those allotted by the issue of these presents) shall be made unless notice of such intended transfer be first given in writing to the Secretary of the company who shall thereupon notify in writing the other shareholders of the company of such intended transfer. Within fifteen days from the receipt of such notice to the secretary of the company, the other shareholders shall have the rights or option to purchase for themselves such shares in proportion to their holdings in the company and at a price to be determined annually by the shareholders, or in default of such determination, at the price at which the shareholder desiring to transfer his shares has arranged to sell them, under the name of "Co-Operative Motors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4278

"Destor Mining Syndicate, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1925, constituant en corporation: Jean-Pierre Charbonneau, avocat, Joseph-Antonio Marion, comptable, Fernand Lortie, étudiant en droit, Armande Rhéaume et Françoise Charest, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir des mines, droits et permis et tout intérêt en iceux, et y faire des explorations, les exploiter, les exercer, les développer et les faire valoir; exercer l'industrie et faire les opérations d'une compagnie de mine, de forge, d'affinage et de développement;

Extraire, fondre, affiner, apprêter, amalgamer et préparer pour le marché des minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes, et faire toutes autres opérations qui sembleront appropriées à aucun des objets de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et troquer des minéraux, installations, machines, instruments, commodités, provisions et choses qui peuvent être utilisées en rapport avec les opérations minières, ou qui sont requises par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

Construire, exécuter, entretenir, améliorer, administrer, exploiter, contrôler et surveiller tous chemins, routes, chemins de fer, sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fournaies, moulins, concasseurs, travaux hydrauliques, usines, fabriques, entrepôts et autres travaux et commodités qui sembleront directement ou indirectement susceptibles de favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement prendre part dans aucune de ces opérations;

"Destor Mining Syndicate, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1925, incorporating: Jean-Pierre Charbonneau, advocate, Joseph Antonio Marion, accountant, Fernand Lortie, student at law, Armande Rheume and Françoise Charest, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take or lease, or otherwise acquire any mines, mining rights and lands and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same; to carry on the business and operations of a mining, milling, reduction and development company;

To quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market, ore, metal and mineral substances of all kinds, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control, and superintend any roads, ways, railways, over lands owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, water-courses, aqueducts, wharves, furnaces, mills, crushing works, hydraulic works, works, factories, warehouses, and other works and conveniences, which may seem directly or indirectly conducive to any of the objects of the company, and to contribute to, subsidize, or otherwise aid or take part in any such operations;

Acheter, acquérir des parts ou intérêts dans d'autres compagnies minières aux conditions qui seront déterminées par la compagnie;

Se joindre avec toute autre compagnie ou vendre l'actif de la compagnie à toute autre compagnie minière aux conditions qui seront déterminées par les directeurs de la compagnie, et se joindre avec tous autres individus ou sociétés ou corporations, et vendre l'actif de la compagnie à tels individus, sociétés ou corporations, sous le nom de "Destor Mining Syndicate, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

4279

C.-J. SIMARD,

"La Compagnie Larouche, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1925, constituant en corporation: Philippe Larouche, Henri Larouche, bouchers, et Jeanne Larouche, fille majeure et usant de ses droits, tous de la ville de Rimouski, pour les fins suivantes:

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou toute partie du commerce de boucher, épicer et charcutier maintenant exercé par Philippe Larouche, de la ville de Rimouski, et la totalité ou aucun des droits, créances, propriétés mobilières ou immobilières qui lui appartiennent, et assumer la totalité ou aucune des entreprises, obligations ou dettes du dit Philippe Larouche, et payer pour telle acquisition en actions ou obligations totalement ou partiellement acquittées de cette compagnie ou autrement;

Faire le commerce de marchand général et plus spécialement le commerce de boucher, épicer et charcutier et marchand de glace;

Acheter, vendre, trafiquer des animaux morts ou vivants, poissons et victuailles de tout genre;

Manufacturer, mettre en conserves et trafiquer tous produits alimentaires;

Eriger, acquérir, maintenir et opérer des fabriques, étaux, abattoirs, glaciers, entrepôts frigorifiques;

Émettre des actions acquittées, des débetures ou autres garanties (securities) de la compagnie en paiement total ou partiel pour toutes propriétés ou droits qui peuvent être acquis par celle-ci, ou pour services rendus ou ouvrages faits pour la compagnie, ou en paiement ou satisfaction de toutes dettes ou obligations de la compagnie;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement fédéral, provincial ou municipal, ou acquérir d'iceux tous droits, franchises ou privilèges propres aux fins de la compagnie;

Tirer, souscrire, signer, accepter, endosser, négocier, payer et émettre des billets promissaires, chèques, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts et autres effets de commerce négociables et transférables;

Rémunérer par paiement en argent, en actions, en débetures, ou de toute autre manière toute personne ou personnes ou corporation pour services rendus ou à être rendus en rapport avec le placement, la vente ou garantie de placement ou vente des actions, débetures ou autres garanties de la compagnie ou en rapport avec

To buy, acquire shares, interest in other mining companies, at conditions which may be determined by the company;

To amalgamate with another company or to sell the company's assets to another mining company at any conditions to be determined by the directors of the company, and to amalgamate with any other individuals or partnership or partnerships, or corporations, and to sell the company's assets to such individuals, partnerships or corporations, under the name of "Destor Mining Syndicate, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.-00), divided into ninety nine thousand (99,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of August 1925.

C. J. SIMARD,

4280

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Larouche, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of August, 1925, incorporating: Philippe Larouche, Henri Larouche, butchers, and Jeanne Larouche, spinster and in the full exercise of her rights, all of the town of Rimouski, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire the whole or any part of the business of butcher, grocer and charcutier presently carried on by Philippe Larouche, of the town of Rimouski, and the whole or any of the rights, claims, movable or immovable property belonging to him and to undertake the whole or any of the undertakings, liabilities or debts of said Philippe Larouche and to pay for such acquisition in fully or partly paid up shares or bonds of this company or otherwise;

To carry on the business of general merchant, and more particularly the business of butcher, grocer, charcutier and ice merchant;

To purchase, sell, deal in dead or live stock, fish and eatables of all kinds;

To manufacture, can, and deal in any alimentary products;

To erect, acquire, maintain and operate factories, butcher's shops, abattoirs, ice-houses and cold storage plants;

To issue paid up shares, debentures or other securities of the company in full or part payment for any property or rights which may be acquired by the company, or for services rendered to or work done for the company, or in payment or as the satisfaction of any debts or obligations of the company;

To enter into any agreement with any federal, provincial or municipal government or to acquire therefrom any rights, franchises or privileges suitable for the company's purposes;

To draw, underwrite, sign, accept, endorse, negotiate, pay out and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts and other negotiable and transferable commercial instruments;

To remunerate by payment in cash, shares, debentures or in any other manner any person or persons or corporations for services rendered or to be rendered in connection with the placing, the sale or the guaranteeing the placing or sale of the shares, debentures or other securities of the company or in or about the organization or

l'organisation, la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre (as a going concern) les propriétés ou le commerce de toute personne ou compagnie de nature semblable à celui pour lequel autorisation est présentement demandée;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou autre, échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans exception;

Vendre, donner à bail, à nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause ci-dessus;

Emprunter de l'argent de toute personne ou corporation, en émettant des billets, obligations, débetures, en transportant à cette fin en garantie, des obligations, débetures de la compagnie, grever et affecter, donner en gages ou en nantissement les biens meubles ou immeubles de la compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou susceptible d'être exercée de façon à profiter à la corporation directement ou indirectement;

Détenir, souscrire au capital et le payer, devenir actionnaire, détenir ou acheter des débetures ou du capital préférentiel d'aucune compagnie constituée en corporation, et voter sur icelle à toute assemblée, par procuration, en faveur d'un contribuable;

Distribuer en argent ou autrement tous les biens de la compagnie entre ses membres et en particulier, les actions, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de partie des propriétés de la compagnie, ou les actions, débetures ou autres valeurs de toute compagnie fournies dans le but d'acquérir tout ou partie des biens de la compagnie;

Faire toutes opérations financières et commerciales en rapport avec les fins de la compagnie ou de nature à lui faciliter la réalisation des fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "La Compagnie Larouche, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Rimouski, comté de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

4281

C.-J. SIMARD.

formation of the company or the conduct of its business;

To carry on any other businesses deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise take over as a going concern the property or business of any person or company of a like nature to that for which incorporation is presently applied for;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To borrow money from any person or corporation on the issue of notes, bonds, debentures, and to that end to transfer as security, bonds and debentures of the company, mortgage and hypothecate, pledge or give a lien on the movable and immovable property of the company;

To enter into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or corporation carrying on or about to carry on any business which the present company is authorized to carry on or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To hold, subscribe to and out the capital and become a shareholder, hold or buy debentures or preferred stock of any incorporated company and to vote thereon at any meeting, through proxy, in favour of a contributory;

To distribute in cash or otherwise any of the assets of the company among its members, and in particular the shares, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or part of the property of the company or the shares, debentures or other securities of any company formed for the purposes of acquiring the whole or part of the assets of the company;

To carry on any financial and commercial operation in connection with the purposes of the company or calculated to promote the attainment of the aforementioned purposes, under the name of "La Compagnie Larouche, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Rimouski, in the county of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4282

"Living Room Furniture Manufacturers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août, 1925, constituant en corporation: Joseph Bachand, comptable, 1208 Cartier; Jean Niquet, gérant, 18 Carmel; Georges Lonergan, médecin, 226 Des Ormeaux; tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter et vendre des biens mobiliers et immobiliers à l'enchère, de gré à gré, par bail, échange ou autrement et faire toutes opérations utiles à ces fins;

Exercer, exploiter ou autrement faire toutes les opérations de bourrures et de rembourrages de meubles dans toutes leurs formes;

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer, exporter, aliéner, vendre, louer, céder, remiser, garder en entrepôt moyennant un prix, des meubles et effets mobiliers de toutes catégories et descriptions;

Faire en général et dans toutes leurs branches toutes les opérations et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de toutes sortes d'effets, denrées et objets, incluant meubles de tous genres, jouets de toutes sortes, instruments de musique de toutes sortes, et tout ce qui peut participer à garnir et meubler une maison, y compris les poêles, moulins à laver, époussettes, balais, brosses, pelles, confortables, oreillers, coussins, draperies, rideaux, portières, lampes sur pied, sas à charbon, faire le commerce de plumes, et faire toutes les réparations se rapportant ou reliées aux dits commerces ou industries;

Acheter, acquérir, exploiter, gérer, administrer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous fonds de commerce et tous magasins et autrement tous commerces de gros et de détail, généraux ou à spécialité, et y faire tous les genres et sortes de commerce de tous meubles rembourrés ou non, de toutes marchandises quelconques sans distinction, de même qu'exploiter des garages pour automobiles et faire l'achat, l'échange ou la vente des dits autos;

Acquérir par achat, échange ou autrement, et louer de toute personne, société, compagnie, corporation ou province tous immeubles bâtis et tous lots vacants et payer tels achats, détention et échange en argent ou en bons ou obligations, débetures ou en actions acquittées de la présente compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en immeubles ou bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer les immeubles bâtis ou vacants de la compagnie et accepter en paiement de l'argent ou des bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent, et partie en immeubles ou bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, échanger, vendre, aliéner ou autrement en disposer tous meubles ou immeubles, tous commerces ou fonds de commerce, avec ou sans les créances ou dettes, toutes valeurs, stocks, bons, obliga-

"Living Room Furniture Manufacturers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth of August, 1925, incorporating: Joseph Bachand, accountant, 1208 Cartier; Jean Niquet, manager, 18 Carmel; Georges Lonergan, physician, 226 Des Ormeaux, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase and sell movable and immovable property by auction, mutual agreement, lease, exchange or otherwise and to carry out all operations useful for such purposes;

To carry on, exploit or otherwise do all upholstering operations in all branches thereof;

To purchase, fabricate, manufacture, import, export, alienate, sell, lease, assign, store, warehouse for reward, furniture and movable effects of all classes and descriptions;

To carry on generally and in all branches thereof all the operations and to carry on the trades of fabricators, manufacturers, merchants, importers and exporters, by wholesale and retail, of all sorts of goods, wares and merchandise, including furniture of every kind, toys of every kind, musical instruments of every kind, and every thing coming under the term of household furnishings, including stoves, washing-machines, dusters, brooms, brushes, shovels, comforters, pillows, cushions, draperies, curtains, *portières*, lamps, coal sifters, deal in feathers and carry out all repairs connected with or allied to said business or industry;

To purchase, acquire, exploit, manage, administer, exchange, sell or otherwise dispose of any stocks in trade and stores and any general or speciality wholesale and retail business, and to carry on therein all kinds and sorts of upholstering businesses in connection with any merchandise whatsoever without distinction, and also to operate automobile garages, and to buy, exchange or sell the said automobiles;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease from any person, partnership, company, corporation or province any improved real estate and any vacant lot and to pay for such purchases, holdings and exchanges in cash or in bonds or obligations, debentures or in paid up shares of the present company or any other company, corporation or province, and partly in cash and partly in real estate, or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of the improved or vacant real estate of the company and to accept in payment therefor cash or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province, or partly in cash and partly in real estate or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To purchase, acquire, exchange, sell, alienate or otherwise dispose of any movables or immovables businesses or stocks in trade, with or without the credits or debts, and any securities, stocks, bonds, obligations, debentures

tions, débetures ou actions de toute compagnie, corporation ou province, les accepter en paiement intégral ou partiel, en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, bail, concession ou autre aliénation d'aucuns biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie ou en échange ou en paiement de tous meubles, immeubles, parts ou actions, débetures ou obligations de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, des dettes qui sont dues à la compagnie, et payer toutes dettes de la compagnie, toute acquisition de meubles, d'immeubles, de commerces ou de fonds de commerce, actions, obligations, débetures, par achats, vente, bail, concession, échange ou toute autre transaction par la compagnie, ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par cette dernière avec de l'argent, des meubles, des immeubles et toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débetures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en meubles, immeubles, valeurs, stocks, bons, obligations, débetures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Comme principal ou agent et en toutes autres qualités ou titres, exercer l'industrie de constructeurs, d'entrepreneurs, de démolisseurs, pour la construction, l'exécution, la réparation, la modification, l'embellissement, la décoration, l'amélioration, la démolition de travaux et bâties ou constructions de toutes sortes, publiques ou privées;

Acheter, acquérir, posséder, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer, louer, vendre, céder à bail des immeubles, magasins et maisons d'habitation de toutes sortes, percevoir, recevoir le paiement des loyers et administrer toutes propriétés;

Agir comme agents à commission, consignataires, représentants ou fondés de pouvoir de toute compagnie, société ou personne, accorder des droits et privilèges et aussi agir dans toutes les affaires de la compagnie par l'intermédiaire d'agents, courtiers, sous-contracteurs ou autres, payés à salaire fixe ou à commission;

Faire affaires comme agents fonciers, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, exercer un commerce général d'agence immobilière, y compris les entreprises d'évaluations, d'enquête, vente, achat, échanges et d'affaires semblables, les baux négociables et toutes les autres formes contractuelles relatives à l'immeuble;

Prendre, acheter ou autrement acquérir, échanger, exercer, vendre, transporter, aliéner, à commission ou à salaire, aucuns droits, options ou privilèges sur tous meubles ou immeubles, commerces, fonds de commerce, propriétés, maisons d'habitation ou autres ou toutes choses que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce ou de son industrie;

Acquérir, obtenir, exploiter, transiger, exercer, aliéner, vendre toutes agences ou affaires d'agence en général, droits, brevets ou patentes;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou d'entreprises;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et som-

tures or shares of any company, corporation or province, and to accept the same in full or part payment, as the satisfaction of the price or as the consideration of the sale, lease, hire, concession or other disposal of any property possessed or rights enjoyed by the company, or in exchange or in payment of any movables, immovables, shares or stocks, debentures or bonds of the company or of any other company, corporation or province, debts due to the company and to pay for any debts of the company, any acquisition of movables, immovables, businesses or stocks in trade, shares, bonds, debentures, by purchase, sale, lease, concession, exchange or any other transaction carried out by the company, as well as all services rendered to or required by the company with cash, movables, immovables and any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province, or partly in cash or partly in movables, immovables, securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province;

As principal or agent or in any other quality or title, to carry on the business of builders and contractors and demolishers for the construction, execution, repair, alteration, improvement, decoration, embellishment, demolition, of public or private works and buildings or constructions of every kind;

To purchase, acquire, possess, improve, exploit, develop, administer, manage, rent, sell, give on lease immovables, stores and dwelling houses of every kind, collect, and receive the payment of rents and manage any property;

To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys of any company, partnership or person, to grant rights and privileges and also carry on any businesses of the company through agents, brokers, sub-contractors or otherwise, to pay for their services a fixed salary or commission;

To carry on the business of real estate agents, experts, valuers and brokers, contractors and builders and to carry on a general real estate agency, including the undertaking of evaluation, investigations, sales, purchases, exchanges, and like businesses, negotiable leases and all other forms of contracts pertaining to real estate;

To take, purchase or otherwise acquire, exchange, exercise, sell, transfer, alienate, on commission or on salary, any rights, options or privileges upon any movables or immovables, businesses, stocks in trade, property, dwelling or other houses and all things which the company may think necessary or advantageous for the objects of its trade or business;

To acquire, obtain, exploit, trade in, exercise, alienate, sell any agency or agency business in general, rights, patents or licenses;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertakings;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums

mes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débetures ou valeurs ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs mentionnés en l'article 6009 de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie vendue par la compagnie;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Conclure des conventions avec toutes autres autorités municipales, locales ou autres, qui paraîtront avantageuses aux fins de la compagnie ou aucune d'elles et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera bon d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acquérir l'achalandage, la propriété, les droits et biens et prendre et assumer les engagements de toute personne, société ou compagnie endettée envers la présente compagnie et les payer en deniers comptants ou en valeurs de la compagnie;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis en telles sécurités et de la manière qui pourra être décidée de temps à autre;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers ou en deniers seulement;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Payer des dividendes en parts préférentielles ou communes ou en deniers et ce d'après règlement passé à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote et dûment convoquée à cet effet;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, parts ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Vendre, réémettre ou autrement disposer des actions de la compagnie ou de ses valeurs de la manière que la compagnie estimera convenable;

as may be deemed convenient, hypothecate or mortgage the immovables or pledge the immovables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, obligations, debentures or other securities or of any loans of money contracted for the company's purposes and to exercise all the powers mentioned in article 6009 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any part of the property of the company sold by the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To acquire the good-will, property, rights and assets and to take over and undertake the liabilities of any person, partnership or company indebted towards the present company and to pay for the same in cash or in securities of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the funds of the company all and any expenses incidental to and connected with the formation and incorporation of the company, or the raising of its capital or to contract with any other company to pay same;

To pay for any debts or any accounts of the company as well as for any services rendered to the company or required by it, or for any acquisitions of movables or immovables by the company in fully paid up shares of the company or partly in fully paid up shares and partly in cash only;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay dividends in preferred or common stock or in cash, and that after a by-law passed at a special general meeting of the shareholders having right to vote and duly called for that purpose;

To distribute in specie or otherwise any of the property of the company amongst its members and in particular the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company received as the consideration of the sale of the whole or any part of the property of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stocks or securities of any other company;

To sell, re-issue or otherwise dispose of the shares or securities of the company in such manner as the company may deem fit;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations, et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes, ou qui, en aucun temps, sera indispensable pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteurs, soit comme intéressés dans aucune propriété ou autrement;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, agents, principaux, entrepreneurs ou autres et soit seuls, soit avec d'autres;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tous autres paragraphes;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "Living Room Furniture Manufacturers, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en 200 parts ou actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50.00 chacune et en 200 parts ou actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50.00 chacune;

Les actions privilégiées auront et posséderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes :—

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets ou les surplus de la Compagnie, tels que déterminés de temps à autre par le bureau de direction, des dividendes privilégiés, non-cumulatifs à compter de la date de l'émission, au taux de sept pour cent (7%) par année, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, les dits dividendes étant non-cumulatifs seront payables le premier janvier de chaque année avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires;

Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier ou au pair, avant qu'aucun paiement soit fait sur les actions ordinaires, et les détenteurs des actions ordinaires auront droit de partager au *pro rata* dans le résidu de l'actif;

Les dites actions privilégiées seront privilégiées quant au capital seulement et n'auront aucun droit de vote dans aucune assemblée et même dans le cas de liquidation volontaire ou forcée;

Chaque action privilégiée est émise sujette au droit pour la compagnie de la racheter en aucun temps, (sur un vote de la majorité du bureau de direction adopté quinze jours avant telle date, à une assemblée des directeurs convoquée à cette fin), à sa valeur au pair avec, en plus, une prime de cinq piastres (\$5.00) par action, et les actions ainsi rachetées seront annulées et ne seront pas réémises et si une partie seulement du nombre total des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et déterminera le mode de rachat des actions privilégiées et leur décision à cet effet sera finale. Avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé aux détenteurs enregistrés

To draw, make, accept, endorse, discount, pay out and issue any promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations and other negotiable and transferable instruments;

To do every thing necessary, suitable, convenient and proper for the attainment of any one or more of the objects mentioned herein or which at any time appear necessary to protect or benefit the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise;

To do all or any of the above things as factors, agents, principals, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of shares shall be made in the manner prescribed by the by-laws of the company;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent, under the name of "Living Room Furniture Manufacturers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 preferred shares of a par value of \$50.00 each and 200 common shares of a par value of \$50.00 each;

The preferred shares shall have and enjoy all the preferences, rights and privileges herein-after expressed, and shall be subject to the following restrictions, namely:

The holders of the preferred shares shall be entitled to receive in respect thereto, out of net profits or surplus of the corporation, as determined from time to time by the Board of Directors, non-cumulative preferential dividends from the date of issue, at the rate of 7% per annum, on the aggregate par value of their respective holdings of said stock, and said dividends shall be non-cumulative and be payable on January first in each year and before any dividends are declared or paid on the common stock;

In case of liquidation, dissolution or winding up of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full at the par value thereof, before any payment is made on the common shares, and the holders of the common shares shall be entitled *pro rata* to the remaining assets;

The said preferred shares shall be preferred as principal only and shall have no right to vote in any meeting and even in the event of the voluntary or forced winding up of the company;

Each preferred share is issued subject to the right of the company to redeem it at any time, (upon the vote of the majority of the Board of Directors passed at least fifteen days before such date, at a meeting of the Directors called for that purpose) at par value, together with a premium of five (\$5.00) dollars per share, and the shares so redeemed shall be retired and not re-issued and if less than the total number of preferred shares outstanding are called for redemption at any time, the majority of Directors may determine which shares shall be called, and prescribe the method of the redemption of the preferred shares, and their action to that end shall be conclusive. Notice of any call of preferred shares for redemp-

des actions devant être rachetées au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, et pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront pas droit à aucun dividende.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, 1464 rue Sainte-Catherine Est, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
4283 C.-J. SIMARD.

tion shall be sent to the recorded holder or holders of the called shares at least fifteen days before the date fixed for redemption as aforesaid, and after the date fixed for redemption and provided that the necessary funds are then available for such purpose, no dividends shall accrue upon the preferred shares so called for redemption.

The head office of the company will be at Montreal, 1464 Sainte Catherine Street East, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
4284 Assistant Provincial Secretary.

"National Cement Company — (La Cie de Ciment Nationale)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1925, constituant en corporation: Annette Turgeon, fille majeure, sténographe, John-P. Callaghan, avocat, Louis-Philippe Crépeau, avocat, Eléanore Peacock, fille majeure, Jeanne Hainault, fille majeure, Louis Hurtubise, ingénieur, Lucien Hamel, secrétaire, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers, commerçants et fabricants de ciment et de ses sous-produits, pierre artificielle et autres produits composés en tout ou en partie de ciment Portland ou autre ou de leurs sous-produits, aussi exercer l'industrie de mineurs, propriétaires de houillères et de carrières;

Faire des explorations, extraire, miner, manufacturer, utiliser, acheter, vendre et faire le commerce de pierre, pierre artificielle, marne, schistes, ardoises, argile, gravier, sable, chaux, plâtre, charbon, coke, combustible et de tous autres minéraux, terres, ciment Portland et autres, de tous articles composés en totalité ou en partie de ces produits ou d'aucun ou de la totalité de leurs sous-produits en tout ou en partie, leur donner une valeur marchande;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et avoir et posséder toute propriété réelle et personnelle, mobilière et immobilière, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et particulièrement tous terrains, fabriques, moulins, usines, bâtisses et travaux de toutes sortes et descriptions, droit de passage pour lignes de poteaux ou autres fins, servitudes, mines, minéraux, droits miniers, carrières, pouvoirs hydrauliques, droits hydrauliques, droits de servitudes, droits de brevets ou autres inventions, machineries et fonds de commerce qu'elle peut considérer convenable d'avoir et de posséder en rapport avec son industrie; et les bâtir, travailler, développer, exploiter et utiliser ou toute partie d'iceux, et, à cette fin, construire, tracer et entretenir toutes bâtisses, travaux, lignes de poteaux, sous-stations et autres dépendances et appartenances qui peuvent convenir auxdites fins, y compris des réservoirs, tuyaux, barrages, chaussées d'amont et d'aval, biez, écluses, jetées, quais, bassins, chemins et autres travaux du même genre, et construire, posséder et exploiter des vaisseaux, chars et autres véhicules, mus par la vapeur ou l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement et possé-

"National Cement Company — (La Cie de Ciment Nationale)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1925, incorporating: Annette Turgeon, spinster, of the full age of majority, stenographer, John P. Callaghan, advocate, Louis Philippe Crépeau, advocate, Eléanore Peacock, spinster, of the full age of majority, Jeanne Hainault, spinster, of the full age of majority, Louis Hurtubise, engineer, Lucien Hamel, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same, as also the business of coal miners, colliers and quarrymen;

To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell and deal in stone, artificial stone, marl, shale, slate, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earthenware, Portland and other cements, and all articles composed of all or any of the same in whole or in part or of all or any of the by-products thereof in whole or in part;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to have and hold any property, real or personal, moveable or immovable, and any rights or privileges that the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any lands, factories, mills, plants, buildings and works of any and every kind of description, rights of way for pole lines or other purposes, servitudes, mines, minerals and mining rights, quarries, water powers, water rights, easements, patent rights or other inventions, machinery and stock in trade that it may consider convenient to have and hold in connection with its business; to build, work, develop, operate and make use of same or any thereof, and to that end construct, lay down and maintain all and any buildings, works, pole lines, sub-stations and other adjuncts and appurtenances that may be convenient for such purposes, including reservoirs, pipes, dams, head and tail races and flumes, locks, piers, wharves, docks, roads and other works of a like nature, and to construct, own and operate vessels, cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise and

der, développer et exploiter des usines génératrices de vapeur, électricité et forces hydrauliques aux fins de générer de la chaleur, de la lumière et de l'énergie pour les besoins de la compagnie en rapport avec aucune de ses opérations, et disposer de tout surplus non requis pour telles opérations et à cette fin faire tous contrats et conventions pour fournir de la chaleur, de la lumière et de l'énergie que la compagnie jugera convenables dans le district de Montréal, pourvu toutefois que la vente, la distribution et la transmission de l'électricité et d'autre énergie soient subordonnées aux règlements municipaux ou autres à cet effet, ledit commerce d'électricité devant être exercé dans le comté d'Hochelaga;

Construire et exploiter sur la propriété de cette compagnie ou de toutes autres personnes avec leur consentement, des moyens de transport aériens ou autres, de toutes les propriétés de cette compagnie à toutes autres propriétés de cette compagnie, pour faciliter le transport des produits et objets fabriqués par cette compagnie d'une partie de la propriété de la compagnie à une autre ou à d'autres et pour toute fin de cette compagnie;

Agir comme teneurs de magasins généraux et fournir le logement et la pension, l'habit, l'approvisionnement et généralement tout ce qui est nécessaire aux personnes employées dans ou aux environs des usines de la compagnie et prendre des contrats pour ces approvisionnements;

Acquérir par achat, bail ou autrement et assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, commerce, biens, l'actif et le passif de toute personne, société, compagnie exploitant toute industrie ou tout ou en partie semblable à celle que la compagnie a l'autorisation d'exploiter et en possession de biens convenant et appropriés aux fins de cette compagnie;

Faire toutes conventions pour le partage des profits, la fusion, la consolidation ou l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres arrangements de même nature avec toute personne ou compagnie ou compagnies exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou opérations que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, détenir et posséder et, tant qu'elle les détiendra, exercer tous les droits et privilèges de détenteurs et propriétaires, et vendre, avec ou sans garantie, et négocier des actions, bons, débetures et autres valeurs d'une ou de plusieurs autres compagnie ayant des fins ou objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et établir, promouvoir ou autrement aider toutes telles autres compagnies;

Emettre des actions acquittées, des bons, débetures ou autres valeurs en paiement, soit total ou partiel, de tous biens réels et personnels, mobiliers ou immobiliers, droits de propriétés, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, patentes ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir et émettre des actions entièrement acquittées, des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement ou en échange d'actions, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable ou connexe à celui de cette compagnie;

to own, develop and operate steam, electric and hydraulic plants for the purposes of generating heat, light and power for the uses of the company in connection with any of its operations, and to dispose of any surplus of same not required for such operations and, in connection therewith, to enter into all and any contracts and agreements for the supply of heat, light and power that the company may deem proper; provided, however, that the sale, distribution and transmission of electricity or other power shall be subject to municipal or other local regulations in that behalf, the said business of electricity to be exercised in the county of Hochelaga;

To construct and operate on the property of this company, or of other persons with their consent, aerial or other railroad conveyers from all or any of the properties of this company to all or any of the properties of this company, for facilitating the conveyance of the products and manufactures of this company from one part of this company's property to another or others, and for any other purposes of this company;

To act as general store-keepers and to provide board and lodging, clothing and provisions, and generally all supplies to those engaged in or about any of the company's works or to contract for the providing of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business, in whole or in part, which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable and proper for the purposes of this company;

To enter into any agreement for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or other arrangement of a like nature with any person or company or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or having objects altogether or in part similar to those of this company;

To purchase, take in exchange or in payment or otherwise, acquire, hold and own, and whilst holding same, to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and deal in the shares, bonds, debentures and other securities of any other company or companies having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise to assist any such other company or companies;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property real or personal, moveable or immovable, property rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may lawfully acquire, and to issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

Vendre, louer, échanger, engager, hypothéquer, ou autrement aliéner ou troquer la totalité ou toute partie des biens, droits ou entreprises de cette compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Prêter de l'argent et garantir l'exécution des contrats par les clients et autres personnes et aussi l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie dans laquelle la compagnie a des intérêts et accepter en garantie desdits prêts et garanties toutes valeurs qui peuvent être offertes par telle personne ou compagnie, y compris les actions et débetures de telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des mandats, débetures, titres en vertu de la loi des banques qui peuvent émettre les compagnies constituées en vertu de ladite loi et autres effets négociables ou transférables;

Distribuer en espèces ou autrement, de la manière qui sera convenue, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but d'assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Faire toutes ou aucunes des choses autorisées aux présentes soit seuls ou conjointement avec toute autre compagnie ou personnes ou comme facteurs ou agents pour ces compagnies ou personnes ou par l'entremise de facteurs, fiduciaires ou agents;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile, convenable ou approprié à l'accomplissement ou à l'obtention de l'un ou plusieurs des objets de la compagnie ou qui paraîtra en aucun temps nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens, sous le nom de "National Cement Company—La Cie de Ciment Nationale";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinquante mille (50,000) actions ordinaires sans valeur nominale au pair, et en vingt-cinq mille (25,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera au moins de cinq cent mille piastres (\$500,000.00);

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix fixé par les directeurs;

Lesdites actions privilégiées seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions ci-après énumérées, savoir:

1. Les porteurs desdites actions privilégiées portant un dividende cumulatif de sept pour cent (7%), (ci-après dénommées actions privilégiées), auront droit de recevoir à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et tels que déclarés par le conseil d'administration, des dividendes privilégiés cumulatifs fixes au taux de sept pour cent (7%) par an et pas plus, sur le montant alors versé sur lesdites actions, payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement, tel que décidé par résolution du conseil d'administration, et aucun dividende ne sera déclaré, payé ou réservé sur d'autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur les actions privilégiées aient été payés, et le versement de dividende en cours sur les actions privilégiées ait été déclaré et mis de côté. Les

To sell, lease, exchange, pledge, hypothecate or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To lend money and guarantee the performance of contracts by customers and others, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other company;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, securities under the Bank Act not prohibited to companies incorporated under the said Act, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all or any of the things hereby authorized either alone or in conjunction with or as factors or agents of any other company or persons, or by or through factors, trustees or agents;

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties, under the name of "National Cement Company—La Cie de Ciment Nationale";

The capital stock of the company is divided into fifty thousand (50,000) common shares having no nominal or par value, and into twenty five thousand (25,000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) par value each, and the amount with which the company will commence its operations will be five hundred thousand dollars (\$500,000.00) at least;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors;

The preferred shares shall be subject to the following preferences, priorities, rights, privileges, powers, limitations, conditions and restrictions:

1. The holders of the said seven per cent (7%) cumulative preferred shares (hereinafter referred to as the Preferred Shares) shall be entitled to receive, out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors, fixed cumulative preferential dividends at the rate of seven per centum (7%) per annum and no more, on the amount for the time being paid up thereon and payable yearly, semi-annually or quarterly, as decided by resolution of the Board of Directors, and no dividend shall be declared, paid or set apart upon other stock of the Company unless all accrued and accumulated dividends upon the preferred shares shall have been paid and the current instalment of dividend upon the preferred stock shall have been declared and set apart. Until other stock or shares of the Company shall have been

actions privilégiées ne seront pas sujettes à cancellation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie avant l'extinction de tout autre stock ou actions de la compagnie;

2. Survenant la liquidation ou dissolution de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, ou une réorganisation ou autre changement ou une distribution quelconque de capital, aucune somme quelconque ne sera payée et aucun actif quelconque ne sera distribué aux détenteurs d'autres stocks ou actions de la compagnie avant le remboursement aux détenteurs d'actions privilégiées de la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux, et une somme égale aux arriérés, s'il y en a, des dividendes accumulés sur les actions privilégiées jusqu'à la date de distribution, que ces dividendes aient été gagnés ou déclarés ou non, et les détenteurs d'actions privilégiées auront droit d'être payés et de recevoir ces sommes d'argent à même les sommes de la compagnie de préférence et avec priorité sur les détenteurs de tout autre stock ou actions, et après ce paiement, l'actif et les fonds de la compagnie qui restent seront divisés et payés aux détenteurs des autres stocks ou actions, d'après leurs droits;

3. La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, d'acheter la totalité ou une partie des actions privilégiées en cours au pair ou en bas du pair, ou de racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées en cours à cent dix pour cent (110%) de leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes courus et non payés jusqu'à la date fixée pour le rachat. Si la compagnie désire, en aucun temps, racheter une partie seulement des actions privilégiées en cours, les actions qui seront rachetées seront choisies de la manière prescrite par les administrateurs de la compagnie. Un avis écrit d'au moins soixante (60) jours du rachat d'aucune de ces actions privilégiées sera envoyé par la poste aux détenteurs inscrits dans les livres de la compagnie, spécifiant la date et le lieu du rachat. Si l'avis de tel rachat est donné par la compagnie de la manière susdite, et qu'une somme suffisante pour racheter les actions privilégiées appelées pour rachat au prix de rachat susmentionné, est déposée entre les mains des agents de transfert ou banquiers de la compagnie ou ailleurs, tel que spécifié dans l'avis, lors de ou avant la date fixée pour tel rachat, les dividendes sur les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat cesseront de courir après la date ainsi fixée pour le rachat, et les détenteurs de telles actions privilégiées ainsi appelées pour rachat n'auront, après cette date, aucun droit dans ou contre la compagnie, et aucun autre droit excepté, sur livraison des certificats des actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, celui d'en recevoir le paiement à même l'argent ainsi déposé.

4. Lesdites actions privilégiées seront offertes en vente ou réparties de la manière et lorsque le conseil d'administration le déterminera et le vote ou l'assentiment des actionnaires ne sera pas nécessaire pour telle émission;

5. Les porteurs desdites actions privilégiées n'auront pas droit, en vertu des actions qu'ils détiennent, de prendre part ou de voter dans l'administration des affaires de la compagnie. Les porteurs des actions sans valeur nominale au pair seuls auront droit de vote et décideront à leur discrétion toute affaire ou toutes affaires pour tous les actionnaires de la compagnie;

Payer telle commission, escompte ou autres paiements de toute nature quelconque, pour la

exhausted, the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets;

2. In the event of the winding up or dissolution of the Company, whether voluntary or involuntary, for re-organization or otherwise, or upon any distribution of capital, no sum whatever shall be paid to, and no assets whatever be distributed among the holders of other stock or shares of the Company until there shall have been paid to the holders of the preferred shares the par value of the preferred shares held by them and a sum equivalent to the arrears, if any, of the dividends accumulated on the preferred shares to the date of distribution, whether or not earned or declared, and the holders of the preferred shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the Company by preference over and in priority to the holders of any other stock or shares, and after such payment, the remaining assets and funds of the Company shall be divided among and paid to the holders of other stock or shares, in accordance with their rights;

3. The Company shall have the right, at any time and from time to time, to purchase all or any of the outstanding preferred shares at or under par, or to redeem all or any of the outstanding preferred shares at one hundred and ten (110%) per cent of the par value thereof, plus accrued and unpaid dividends to the date fixed for redemption. If the Company desires at any time to redeem less than all the outstanding preferred shares, the shares to be redeemed shall be selected in such manner as may be prescribed by the directors of the Company. Not less than sixty (60) days' notice in writing of the redemption of any such preferred shares shall be given by mail to the registered holders thereof, specifying the date and place of redemption. If notice of any such redemption be given by the company in the matter aforesaid and an amount sufficient to redeem the preferred shares called for redemption at the redemption price above mentioned, be deposited with the Company's Transfer Agents or Bankers or elsewhere, as specified in the notice, on or before the date fixed for such redemption, dividends on the preferred shares so called for redemption shall cease to accrue after the date so fixed for redemption, and the holders of such preferred shares so called for redemption shall thereafter have no rights in or against the Company and no other right except, upon surrender of certificates for preferred shares so called for redemption, to receive payment out of the money so deposited.

4. Said preferred shares may be offered for sale or allotted as and when the Board of Directors shall determine, and the vote or assent of stockholders shall not be necessary for such issue;

5. The holders of the said preferred shares shall not be entitled, by reason of their holdings thereof, to any voice or vote in the management or affairs of the company. The voting power shall be confined to the holders of shares without nominal or par value only, who may decide in their discretion all matter or matters for all the shareholders of the company;

To pay such commission, discount or other payment of any nature whatsoever, on the sale

vente de ses propres valeurs, jugées à propos par les administrateurs de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
4285 C.-J. SIMARD.

"P.-F. Juneau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août, 1925, constituant en corporation: Madame Marie-Joséphine Roberge, veuve de Monsieur P.-Frédéric Juneau, en son vivant marchand de chaussures, de la cité de Québec, Edmond Roberge, beurrier, de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans, et Arthur Juneau, gérant, de Québec, pour les fins suivantes :

Manufacturer, vendre et acheter, en gros et en détail, des chaussures de toutes sortes; acheter et vendre toutes espèces de matériaux manufacturés et non manufacturés ou en voie de confection; faire en général le commerce et l'industrie de cordonnerie et ses accessoires; obtenir, prendre ou acheter des brevets ou caveats et en disposer; établir des succursales et des magasins de chaussures; agir et représenter d'autres maisons de commerce comme leur agent ou à commission ou autrement; acheter ou autrement acquérir des actions ou autres intérêts dans toutes autres compagnies, sociétés, firmes ou corporations faisant affaires dans le même genre de commerce que la dite compagnie; acquérir, maintenir et opérer tout genre d'affaires qui ne sont pas prohibées par l'acte des compagnies de Québec (1920) ou ses amendements; acquérir, en tout ou en partie, l'actif et le passif mobiliers ou immobiliers de la maison de commerce "P.-F. Juneau", faisant actuellement affaires en la cité de Québec, en payer le prix en partie ou en totalité, en argent ou en actions acquittées de la dite compagnie dans aucune proportion de l'un ou de l'autre et pour toutes considérations permises par la Loi;

Vendre ou acquérir des biens meubles et immeubles, et hypothéquer lesdits immeubles au moyen d'obligations ou débentures suivant la Loi (4 Geo. V, chapitre 51), sous le nom de "P.-F. Juneau, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août, 1925.

Le sous-secrétaire de la Province,
4287 C.-J. SIMARD.

"The Chefallonia Protective Society (Enosis) of Montreal, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1925, constituant en corporation: Solon Eliasoph, avocat, James Coupas, garçon de table, Keriakas Moskonas, marchand, Andrew Christoforatos, marchand, Evangelos Skafidas, comptable, Nicholas Kallos, marchand, et Anastasios Angulatos, propriétaire de buanderie, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

of its own security, deemed advisable by the Directors of the Company.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
4286 Assistant Provincial Secretary.

"P.-F. Juneau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1925, incorporating: Dame Marie Joséphine Roberge, widow of Mr P. Frederic Juneau, in his lifetime shoe merchant, of the city of Quebec; Edmond Roberge, butter-maker, of Saint Pierre, Island of Orleans, and Arthur Juneau, manager, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell and buy, wholesale and retail, boots and shoes of all kinds; to purchase and sell all kinds of materials manufactured and non-manufactured or in course of manufacture; to carry on generally the shoe-making trade and business in all its branches; to secure, take or buy and dispose of patents or caveats; to establish branches and shoe stores; to act for and represent other business houses, as their agents or on commission or otherwise; to purchase or otherwise acquire shares or other interests in any other companies, partnerships, firms or corporations carrying business in the same line of business as the said company; to acquire, maintain and operate any business not prohibited by the Quebec Companies' Act, 1920, or amendments thereto; to acquire in whole or in part the movable or immovable assets and liabilities of the business concern of P. F. Juneau, presently carrying on business in the city of Quebec, and to pay the price thereof wholly or partly in cash or in paid up shares of said company, in any proportion of either and for any consideration permitted by law;

To sell or acquire movable and immovable property and hypothecate the said immovables by way of bonds or debentures, according to the Act 4 Geo. V, chapter 51, under the name of "P.-F. Juneau, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
4288 Assistant Provincial Secretary.

"The Chefallonia Protective Society (Enosis) of Montreal, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1925, incorporating: Solon Eliasoph, advocate, James Coupas, waiter, Keriakas Moskonas, merchant, Andrew Christoforatos, merchant, Evangelos Skafidas, accountant, Nicholas Kallos, merchant, and Anastasios Angulatos, laundry proprietor, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Former une association ou club pour le divertissement et l'amusement du corps et de l'esprit;

Organiser et diriger une société d'hommes et de femmes de bonne volonté qui voudront bien s'intéresser au bien-être, au développement et à l'amélioration d'hommes et de femmes au physique, au mental et au moral;

Promouvoir des jeux athlétiques, la culture physique et le sport, et procurer par tous les moyens raisonnables des distractions hygiéniques, et dans ce but, donner des exhibitions athlétiques et tenir des tournois et concours de tous genres de sport et de concours athlétiques et aussi donner divers spectacles pour le divertissement du public;

Assumer comme une industrie active tout club dont les objets sont semblables à ceux de ce club, et payer pour telle acquisition en deniers comptants ou en actions du capital ou par toute autre considération;

Détenir des actions dans toute autre compagnie ou club dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de ce club;

Acheter, louer, hypothéquer ou aliéner les immeubles requis pour les fins du club ou pour toute autre fin;

Faire, tirer, accepter, endosser ou escompter des chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables;

Percevoir des honoraires d'initiation et d'admission, des souscriptions; le club a aussi le droit d'emprunter des deniers de toute personne ou firme sur telle garantie et aux termes et conditions qu'il jugera convenables;

Acquérir, posséder, détenir et utiliser les biens personnels que ledit club trouvera désirables, et posséder, revendre tels biens personnels dont le club n'aura plus besoin pour ses fins;

Etre partie à toutes négociations et arrangements avec les autorités fédérale, provinciale ou municipales dans le but d'obtenir tous privilèges, concessions ou contrats jugés à propos et dans l'intérêt du club et de ses membres;

Bâtir, promouvoir et exploiter à bail, concession ou autrement, des salles de quilles, salles de billard, restaurants, salles de danse, bassins de natation et exhibitions de lutte et de boxe au profit du club et de ses membres et généralement promouvoir l'intérêt du club, et fournir une maison de club et commodités pour leurs membres et leurs amis;

Aider les membres et les amis du club qui pourraient être dans le besoin et la misère ou autrement, en faisant une collecte ou en prélevant des souscriptions et des fonds entre les membres du club et leurs amis;

Promouvoir l'instruction et l'éducation des membres et des amis du club sur des questions littéraires, politiques et sociales du jour et vendre des journaux, des livres et publications périodiques;

Obtenir, détenir et exploiter une patente ou un permis pour la vente de bière et de vin, en vertu des dispositions de la Loi des Liqueurs de Québec et de tous amendements ou règlements concernant ladite loi, sous le nom de "The Chefallonia Protective Society (Enosis) of Montreal, Inc.", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

4289

C.-J. SIMARD.

To form an association or club for recreation and amusement of both body and mind;

To organize and direct a society of men and women of good will to interest themselves in the welfare, improvement and betterment of men and women physically, mentally and morally;

To promote athletics, physical culture and sport and to procure by all reasonable means healthful distractions and, to that end, to give athletic exhibitions and hold tournaments and competitions in every branch of sport and of athletic competitions, also to give various shows for public entertainment;

To take over as a going concern any club having objects similar to those of this club and to pay for same in cash or in shares of stock or by other consideration;

To hold shares in any other company or club having objects wholly or in part similar to those of this club;

To purchase, lease, hypothecate or alienate real estate required for the purposes of the club or any other purpose;

To make, draw, accept, endorse and discount cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To charge initiation membership fees, subscriptions, the club having the power to borrow money from any person or firm and on such credit and under such terms and conditions that may be deemed expedient;

To acquire, own, hold and use personal property which the said club may find desirable and to own and to re-sell such personal property that the club may not require any more for its own purposes;

To enter into any negotiations and arrangements with federal, provincial or municipal authorities for the purpose of securing any privileges, concessions or contracts that may be deemed expedient and in the interest of the club and of its members;

To build, promote and conduct under lease, concession or otherwise, bowling alleys, billiard rooms, restaurants, dance halls, swimming pools, wrestling and boxing exhibitions for the benefit of the club and its members and generally to promote the interest of the club and provide a club house and conveniences or the members and their friends;

To assist members and friends of the club that may be in want or in distress or otherwise by making collections or raising subscriptions and funds among the members of the club and their friends;

To promote the study of and instruct the members and friends of the club in literary, political and social questions of the day, and to sell newspapers, books and periodicals;

To hold, obtain and operate a licence or permit for the sale of beer and wine, under the provisions of the Quebec Liquor Act and amendments or regulations respecting same, under the name of "The Chefallonia Protective Society (Enosis), of Montreal, Inc.", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of August, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4290

"Thrift Stores, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1925, constituant en corporation : Nathan Solomon, John MacNaughton et Albert-William Stuart, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, produire, acheter, acquérir, vendre et en faire le commerce, vendre à consignment, préparer pour la conservation, emballer et préparer du beurre, fromage, des œufs, du lait, des légumes et épicerie, du grain, des viandes et autres aliments et produits laitiers, et les divers matériaux qui entrent dans la production de ces produits ;

Faire les affaires de marchands généraux en gros et en détail, importateurs et exportateurs d'épicerie, denrées, provisions, biscuits, confiseries, tabac, cigares, pipes, sirop, mélasse, liqueurs et autres breuvages, et toutes sortes d'effets, articles et produits semblables ou non, et manufacturer, vendre, échanger ou faire le commerce autrement de toutes sortes d'effets et produits qui se rapportent ou se rattachent au commerce susmentionné, et agir comme agents, manufacturiers ou marchands à commission pour la vente de toutes les diverses sortes d'articles, d'effets, produits et choses susmentionnés ;

Acheter, en faire le commerce, importer, exporter, manufacturer, raffiner, clarifier et préparer autrement pour le marché le sucre, le sirop, la mélasse et tous leurs sous-produits et tous les articles de commerce de même nature ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder et détenir toutes sortes de propriétés mobilières ou immobilières et tous les droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour les fins de son industrie, et particulièrement des entrepôts, manufactures, machines, édifices et usines de toutes sortes, machinerie et fonds de commerce que cette compagnie croira bon d'avoir et de posséder en rapport avec son industrie, des brevets, droits ou autres inventions, marques de commerce, et les vendre et en disposer, les aliéner, hypothéquer, et les donner en gage ;

Faire les affaires générales d'emmagasineurs, entreposeurs, expéditeurs et commissionnaires, et exploiter des chaînes de magasins ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucuns biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir, acheter, vendre, louer ou pourvoir autrement, et faire le commerce de marques et noms de commerce, brevets, formules, recettes, étiquettes et dessins ;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou personnes ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie ;

Vendre, louer la totalité ou toutes spécialités ou partie du commerce, des entreprises, propriétés, engagements et franchises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira acceptable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs

"Thrift Stores, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1925, incorporating : Nathan Solomon, John MacNaughton and Albert William Stuart, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, produce, purchase, acquire, sell and deal in, sell on consignment, cure, pack, prepare butter, cheese, eggs, milk, vegetables, groceries, grain, meats and other foods, and dairy products, and the various materials used in the production thereof ;

To carry on the business of general merchants, wholesale and retail, importers, exporters of groceries, commodities, provisions, biscuits, confectionery, tobacco, cigars, pipes, syrups, molasses, liquors and other beverages, and all kinds and similar goods and objects and productions, and to manufacture, sell, exchange, or otherwise deal in all kinds of goods and production connected with or germane to the business, and to act as agents, manufacturers, or commission merchants for the sale of all the different kinds of articles, goods, productions and things hereinbefore enumerated ;

To buy, deal in, import, export, manufacture, refine, clarify and otherwise prepare for the market, sugar, syrup, molasses, all the by-products thereof, and articles of trade of a similar nature ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own and hold any moveable or immoveable property and any rights or privileges that the company may think necessary or useful for the purposes of the company's business, and in particular warehouses, manufactures, machinery, buildings and works of all kinds, machinery and stock-in-trade that the company may think convenient to have and to hold in connection with its business, patents, rights, or other inventions, trade marks, and to sell and dispose of, alienate, hypothecate and pledge the same ;

To carry on a general storing, warehousing, forwarding and commission business and the operation of chain stores ;

To carry on any other business, whether for the manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire, purchase, sell, lease or otherwise provide and deal in trade marks, trade names, patents, formulae, receipts, labels and designs ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or persons, or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business, undertakings, property, liabilities and franchises of the company for such consideration as the company may think fit and in particular of shares, debentures or securities of any company having

de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et souscrire ou acquérir autrement les actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Acquérir toute industrie de la nature de celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, avec sa clientèle, aux termes et conditions quant au paiement qui se fera par l'émission d'actions ou débiteures ou autrement, tel que convenu;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables, et particulièrement des reçus d'entrepôts, négociables ou non, pour des marchandises emmagasinées chez la compagnie, ou garantir autrement les contrats de toute personne, firme ou compagnie faisant affaires avec la compagnie ou leur aider autrement;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital-actions de la compagnie, ou au sujet de la formation ou organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Prendre les moyens pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement faire de la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition de travaux d'art et d'intérêt, et au moyen de prix, récompenses et dons;

Distribuer entre les membres de la compagnie, comme dividendes ou autrement, toute partie des propriétés de la compagnie en espèces ou nature, et particulièrement au moyen d'actions acquittées et des obligations de toute autre compagnie;

Faire tous les actes et jouir de tous les pouvoirs, et exploiter toute industrie ayant rapport aux objets de la compagnie et non contraires à la Loi des Compagnies de 1920, sous le nom de "Thrifty Stores, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau-chef de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

4291

C.-J. SIMARD.

objects altogether or in part similar to this company;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to loan money, to guarantee the contracts or otherwise assist any person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To acquire any business of the nature which this company is authorized to carry on, and the good-will thereof, on such terms and conditions as to the payment for the same by the issue of stock, or debentures, or otherwise, as may be agreed upon;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute or issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, and particularly warehouse receipts, negotiable or not, for goods warehoused with the company, or otherwise to guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company doing business with the company;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or aiding in placing, or guaranteeing of placing of the shares of the capital stock of the company, or with respect to the formation or promotion of the company, or the conducting of its affairs;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the assets and liabilities of this company, or for any other purpose calculated to benefit, directly or indirectly, this company;

To take steps to make known the productions of the company, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibit of works of art and of interest and by means of prizes, rewards and donations;

To distribute among the members of the company, as dividends or otherwise, any part of the company's property in specie or in kind, and particularly by paid up shares and bonds of any other company;

To do all acts and enjoy all the powers and carry on all the business connected with the objects of the company not contrary to the Companies' Act, 1920, under the name of "Thrifty Stores, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, common stock.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,

4292

Assistant Provincial Secretary.

"Vimy Sweets, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août, 1925, constituant en corporation: Louis Moshonas, Paul Destounis, Nicholas Kallos, tous trois confiseurs, domiciliés au No 1183a rue Saint-Denis, Montréal, pour les fins suivantes:

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et entretenir des restaurants, cafés, auberges et salles de rafraichissements, et généralement faire les affaires de pourvoyeurs et de restaurateurs;

Faire les affaires de manufacturiers, marchands et commerçants et acheter, vendre et généralement faire le commerce de bonbons, fruits, gâteaux, confiseries et autres articles d'alimentation, cigares, cigarettes et toutes sortes d'accessoires pour fumeurs;

Exploiter des fontaines à soda, et faire le commerce de toutes sortes de breuvages non-alcooliques;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des ac-

"Vimy Sweets, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1925, incorporating: Louis Moshonas, Paul Destounis, Nicholas Kallos, all three being confectioners, all residing at No 1183a, Saint Denis Street, Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, conduct, operate and maintain restaurants, cafes, eating houses and places of refreshment and generally to carry on the business of purveyors and restaurateurs;

To carry on the business of manufacturers, merchants and traders, and to buy, sell and generally deal in candies, fruits, cakes, confectioneries, and other articles of food, cigars, cigarettes and all kinds of tabacconist's supplies;

To operate soda water fountains and to deal in all forms of non-alcoholic liquid refreshment;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities or any other

tions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins similaires, avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Emettre et répartir comme entièrement ac-

company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all of any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To issue and allot as fully paid up, shares of

quittées des actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, patente, contrat, immeuble, actions, obligations et débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont présentement conférés, sous le nom de "Vimy Sweets, Ltd", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
4293 C.-J. SIMARD.

the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, under the name of "Vimy Sweets, Ltd", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of common stock of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
4294 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Manufacturers and Converters, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de juillet, 1925, à la compagnie, "Manufacturers and Converters, Incorporated", ratifiant un règlement de la dite compagnie augmentant son capital de \$49,000.00 à \$99,000.00, par la création de 500 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
4295 C.-J. SIMARD.

"National Cement Company.—(La Cie de Ciment Nationale)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour d'août 1925, à la compagnie "National Cement Company.—(La Cie de Ciment Nationale)", pour les fins suivantes :

Pour modifier une certaine section de ses lettres patentes qui se lit présentement comme suit :

Vendre, louer, échanger, engager, hypothéquer ou autrement aliéner ou troquer la totalité ou toute partie des biens, droits ou entreprises de cette compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie (dans des pays étrangers), et que le dit paragraphe soit amendé en y retranchant les mots "dans des pays étrangers" de manière à ce que le paragraphe se lise comme suit :

Vendre, louer, échanger, engager, hypothéquer ou autrement aliéner ou troquer la totalité ou toute partie des biens, droits ou entreprises de cette compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'août, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
4297 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Manufacturers and Converters, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1925, to the company "Manufacturers and Converters, Incorporated", ratifying a by-law of the said company increasing its capital stock from \$49,000.00 to \$99,000.00, by the creation of 500 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1925.

C. J. SIMARD,
4296 Assistant Provincial Secretary.

"National Cement Company.—(La Cie de Ciment Nationale)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1925, to the company "National Cement Company.—(La Cie de Ciment Nationale)", for the following purposes :

To modify a certain section of its Letters Patent, which presently reads as follows :

To sell, lease, exchange, pledge, hypothecate or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company (being in foreign country), and that the said paragraph should be amended by deleting therefrom the words "being in foreign country" and have the paragraph consequently read :

To sell, lease, exchange, pledge, hypothecate or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of August, 1925.

C. J. SIMARD,
4298 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

*Avis d'émission de permis et d'enregistrement
d'une compagnie d'assurance mutuelle contre
le feu.*

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic," dans le comté de Rimouski, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu et la foudre sur les bâtiments de ferme et des risques isolés, (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hazardés) dans les limites du comté de Rimouski, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du dix-huitième jour de mai, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce troisième jour de septembre, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4299—37-2

*Avis d'émission de permis de société de secours
mutuels.*

Avis est par le présent donné que la "Diaz Dell'Ordine Figli D'Italia Mutual Benefit Association", a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres, et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q. 4183—36-2

Avis est par le présent donné que "La Concorde des Filles d'Italie au Canada", a obtenu un permis et a été enregistrée comme société de secours mutuels à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir celles de ces dernières affligées par maladie, accidents ou revers de fortune, et dans le cas de mort, leurs veuves ou orphelins, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'auto-

Insurances

*Notice of issue of license and registration to a
Mutual Fire Insurance Company.*

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic", in the county of Rimouski, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire and lightning upon farm buildings and isolated risks, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Rimouski, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated of the eighteenth day of May, 1925.

Given to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this third day of September, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 4300—37-2

*Notice of issue to a mutual benefit asso-
ciation.*

Notice is hereby given that the "Diaz Dell'Ordine Figli D'Italia Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: To give all moral and material aid in its power to its members and those dependant upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the By-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the fifteenth day of July 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P.Q. 4184—36-2

Notice is hereby given that "La Concorde des Filles d'Italie au Canada", has been licensed and registered as a Mutual Benefit Association, with a view to provide, by means of contributions from its members, of making provisions for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverse of fortune and in case of death of members, for their widows and orphans, as set forth in the declaration which preceded the authoriza-

risation du lieutenant-gouverneur en Conseil le 19 mars 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 R.S.P.Q. 1909, ce vingt-quatrième jour d'avril 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Service des assurances,

Département du Trésor,

Québec, P.Q.

4185—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels.

Avis est par le présent donné que la "Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves et orphelins, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du vingt-neuvième jour d'avril 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-cinquième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du Trésor,

Québec, P.Q.

4187—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels

Avis est par le présent donné que la "Société de secours mutuels Dante Alighieri", a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du neuvième jour de juillet 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-cinquième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,

Département du trésor,

Québec, P. Q.

4189—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels

Avis est par le présent donné que la "Vittorio Veneto Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres, et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un

tion of the Lieutenant-Governor in Council dated the 19th of March, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty fourth day of April, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P.Q.

4186—36-2

Notice to issue to a mutual benefit association.

Notice is hereby given that the "Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of, by means of contributions from its members, for making provisions for those of its members who are afflicted by sickness, accident, reverse of fortune, and in the case of the death of its members, for their widows and orphans, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the twenty ninth day of April, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty fifth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P.Q.

4188—36-2

Notice of issue to a Mutual Benefit Association.

Notice is hereby given that the "Société de secours mutuels Dante Alighieri", has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of, by means of contributions from its members, making provisions for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverse of fortune, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the ninth of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty fifth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. Paradis,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

4190—36-2

Notice of issue to a Mutual Benefit Association.

Notice is hereby given that the "Vittorio Veneto Mutual Benefit Association", has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: to give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time

membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

4191—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels

Avis est par le présent donné que la "Anita Garibaldi Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres, et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

4213—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels.

Avis est par le présent donné que la "Giuseppe Mazzini Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet 1925.

to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4192—36-2

Notice of issue to a Mutual Benefit Association.

Notice is hereby given that the "Anita Garibaldi Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: to give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the By-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4214—36-2

Notice of issue to a mutual benefit association.

Notice is hereby given that the "Giuseppe Mazzini Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: To give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q. 4215—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels.

Avis est par le présent donné que la "Ladies Concord Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres, et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q. 4217—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels.

Avis est par le présent donné que la "Piave Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux, toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres, et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q. 4219—36-2

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P.Q. 4216—36-2

Notice of issue to a mutual benefit association.

Notice is hereby given that the "Ladies Concord Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: To give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the Association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P.Q. 4218—36-2

Notice of issue to a mutual benefit association.

Notice is hereby given that the "Piave Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: To give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the By-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P.Q. 4220—36-2

Avis d'émission de permis de société de secours mutuels.

Notice of issue to a mutual benefit association.

Avis est par le présent donné que la "Principe de Piemonte Mutual Benefit Association" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, à l'effet de donner à ses membres et à ceux qui dépendent d'eux toute l'aide morale et matérielle en son pouvoir; de faire l'éducation morale, sociale et intellectuelle de ses membres; de pourvoir à des secours en cas de maladie ou de détresse parmi ses membres et dans le cas de la mort d'un membre ou de l'épouse d'un membre, à tels bénéfices de décès qui pourront être de temps en temps déterminés; d'accorder à ses membres tous autres avantages qui peuvent être de temps à autre déterminés par les règlements de la société, pourvu que leurs dispositions ne contiennent aucune contravention aux lois et coutumes de cette province, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du quinzième jour de juillet, 1925.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'août 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branch des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P.Q.

4221-36-2

Notice is hereby given that the "Principe De Piemonte Mutual Benefit Association" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes of: To give all moral and material aid in its power to its members and those dependent upon them; to educate its members socially, morally and intellectually; to provide relief in cases of sickness or distress among its members and such death benefits upon the death of a member or a member's wife as may from time to time be determined; to confer upon its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the association, providing nothing therein shall contain anything in violation of the laws or customs of this Province, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated the fifteenth day of July, 1925.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the Province of Quebec, this twenty sixth day of August, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P.Q.

4222-36-2

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 1652-25.

Québec, 5 septembre 1925.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de "Honfleur", dans le comté du Lac-Saint-Jean, en celui de "Sainte-Monique-de-Honfleur".

4325-37-2

No. 1652-25.

Quebec, September 5, 1925.

Application is made to change the name of the school municipality of "Honfleur", in the county of Lake Saint John, to that of "Sainte Monique de Honfleur".

4326-37-2

No 428-25

Québec, 27 août 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Thetford, comté de Mégantic, les lots de terre formant les subdivisions ci-après mentionnées du lot No 557 du cadastre officiel du canton d'Irlande, savoir: les subdivisions 557-1 à 557-53 inclusivement et 557-63 à 557-109 inclusivement; les lots de terre formant les subdivisions ci-après mentionnées du lot 560 du même cadastre et du même canton, savoir: les subdivisions Nos 560-4 à 560-10 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Thetford-Mines, même comté.

4239-36-2

No. 428-25

Quebec, August 27, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Alphonse de Thetford, county of Megantic, the lots of land forming the subdivisions hereafter mentioned of the lot No. 557 of the official cadastre of the township of Ireland, to wit: the subdivisions 557-1 to 557-53 inclusively and 557-63 to 557-109 inclusively; the lots of land forming the subdivisions hereafter mentioned of the lot 560 of the same cadastre and of the same township, to wit: the subdivisions Nos. 560-4 to 560-10 inclusively, and to annex them to the school municipality of the town of Thetford Mines, same county.

4240-36-2

No 889-25

Québec, 2 septembre 1925.

Demande est faite 1. De détacher de la municipalité scolaire de Hartwell, comté de Papineau, la partie ouest des lots Nos 1, 3, 7, 8 et 16 du rang 4 du canton de Hartwell; les lots Nos 9 à 15 inclusivement du même rang et du même canton; les lots Nos 1 à 21 inclusivement du rang 5 du même canton; 2. De détacher de la municipalité scolaire de Ripon, comté de Papineau, la partie ouest des lots Nos 55, 56 et 57 du rang 4 du canton de Ripon; les lots Nos 51 à 56 inclusivement du rang 5 du même canton; 3. D'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Montpellier, même comté.

4261-36-2

No. 889-25

Quebec, September 2, 1925.

Application is made 1. To detach from the school municipality of Hartwell, county of Papineau, the west part of the lots Nos. 1, 2, 3, 7, 8 and 16 of the range 4 of the township of Hartwell; the lots Nos. 9 to 15 inclusively of the same range and of the same township; the lots Nos. 1 to 21 inclusively of the 5th range of the same township; 2. To detach from the school municipality of Ripon, county of Papineau, the west part of lots Nos. 55, 56 and 57 of range 4 of the township of Ripon; the lots Nos. 51 to 56 inclusively of range 5 of the same township; 3. To annex all this territory to the school municipality of Montpellier, same county.

4262-36-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 8695. Dame Laure Boulianne, épouse commune en biens de Thomas Tremblay, de Chicoutimi, district de Chicoutimi, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Thomas Tremblay, du même lieu, journalier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 novembre 1923.

Chicoutimi, 2 septembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
4303-37-5 L.-P. GIRARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4153. Dame Malvina Buzzi, épouse commune en biens de Ernest Grenout dit Laurent Deleglise, marchand, autrefois des cité et district de Montréal, maintenant de domicile inconnu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ernest Grenout dit Laurent Deleglise, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le 24ème jour de juillet, 1925.

Montréal, 5 septembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
4313-37-5 MERCIER, MERGLER & SAUVAGE.

IN FORMA PAUPERIS

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3309. Dame Léontine Déry, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Philippe Ouellet, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Philippe Ouellet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Montréal, 5 septembre, 1925.

L'avocat de la demanderesse,
4315-37-5 WILFRID BESSETTE.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 707. Dame Délina Daigle, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Marois, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Marois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Sweetsburg, ce 13 août 1925.

Le procureur de la demanderesse,
4195-36-5 ROMULUS CLOUTIER.

Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, No 4728. Dame Desneiges, Fortin, épouse de François Potvin, de la paroisse de Hébertville, district de Roberval, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit François Potvin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 juin 1925.

Roberval, 18 août 1925.

Le procureur de la demanderesse,
4197-36-5 ADJUTOR BOULIANNE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No 8695. Dame Laure Boulianne, wife of Thomas Tremblay, of Chicoutimi, district of Chicoutimi, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Thomas Tremblay, of the same place, laborer, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 14th day of November, 1923.

Chicoutimi, 2nd September, 1925.

L. P. GIRARD,
4304-37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4153. Dame Malvina Buzzi, wife common as to property of Ernest Grenout dit Laurent Deleglise, merchant, formerly of the city and district of Montreal, now of domicile unknown, having duly been authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Ernest Grenout dit Laurent Deleglise, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause, the 24th day of July 1925.

Montreal, September 5th., 1925.

MERCIER, MERGLER & SAUVAGE,
4314-37-5 Attorneys for Plaintiff.

IN FORMA PAUPERIS

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3309. Dame Léontine Déry, wife common as to property of Philippe Ouellet, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Philippe Ouellet, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against defendant.

Montreal, 5 September, 1925.

WILFRID BESSETTE,
4316-37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 707. Dame Délina Daigle, of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the district of Bedford, wife common as to property of Jean Baptiste Marois, farmer, of the same place, and duly authorized, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Marois, defendant.

An action in separation as to property has been taken to-day.

Sweetsburg, this 13th of August, 1925.

ROMULUS CLOUTIER,
4196-36-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No. 4728. Dame Desneiges Fortin, wife common as to property of François Potvin, of Hébertville, plaintiff; vs the said François Potvin, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case on the 15th of June, 1925.

Roberval, Que., August 18th, 1925.

ADJUTOR BOULIANNE,
4198-36-5 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, No 4804. Dame Philomène Lavoie, épouse commune en biens de Ildebert Cantin, aujourd'hui de Saint-Joseph-d'Alma, demanderesse; vs le dit Ildebert Cantin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 août 1925.

Roberval, 20 août 1925.

Le procureur de la demanderesse,
4199—36-5 ADJUTOR BOULIANNE.

Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No. 4804. Dame Philomène Lavoie, wife common as to property of Ildebert Cantin, of Saint Joseph d'Alma, plaintiff; and the said Ildebert Cantin, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case on the 11th of August, 1925.

Roberval, Que., August 20th, 1925.

ADJUTOR BOULIANNE,
4200—36-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, No 4330. Cour Supérieure. Dame Lucie Bouthillier, épouse commune en biens de Amédée Brosseau, serre-freins, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Amédée Brosseau, serre-freins, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur en cette cause.

Montréal, 6 août, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
4101—35-5 TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 4330. Superior Court. Dame Lucie Bouthillier, wife common as to property of Amédée Brosseau, brakeman, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Amédée Brosseau, brakeman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant, this day.

Montreal, August 6th., 1925.

TRUDEAU, GUERIN & GARNEAU,
4102—35-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 450. Dame Eliza Braçelet, épouse commune en biens de Emile Gareau, agent, des cité et district de Montréal, demanderesse, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit Emile Gareau, défendeur.

Montréal, 17 août, 1925.

L'avocat de la demanderesse,
4103—35-5 GERMAIN BEAULIEU.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 450. Dame Eliza Braçelet, wife common as to property of Emile Gareau, agent, of the city and district of Montreal, plaintiff, has this day instituted an action in separation as to property against said Emile Gareau, defendant.

Montreal, August 17, 1925.

GERMAIN BEAULIEU,
4104 —35-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 1654. Dame Leah Schachet, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse de Morris Cohen, nettoyeur et teinturier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Morris Cohen, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'août, 1925.

Montréal, 17 août, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
3995—34-5 ROBERTSON & SHAPIRO.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 1654. Superior Court. Dame Leah Schachet, of the city of Westmount, district of Montreal, wife of Morris Cohen, cleaner and dyer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Morris Cohen, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case, on the 17th day of August, 1925.

Montreal, August 17th., 1925.

ROBERTSON & SHAPIRO,
3996—34-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, No 2310. Dame Corine Thémens, épouse commune en biens de Eustache Dufresne, entrepreneur, ville Saint-Laurent, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, le 10ième jour d'août 1925, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
3997—34-5 GUERIN, RENAUD & COUSINEAU.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 2310. Dame Corine Themens, wife common as to property of Eustache Dufresne, contractor, of the city of Saint Lawrence, district of Montreal, being duly authorized to *ester en justice*, has, on the 10th. day of August 1925, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GUERIN, RENAUD & COUSINEAU,
3998—34-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, No 4594.

Dame Marie-Louise Dumais, épicière, épouse commune en biens de Azarias Fortin, menuisier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, le 7ème jour d'août 1925, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
3853—33-5 GUERIN, RENAUD & COUSINEAU.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4594.

Dame Marie-Louise Dumais, grocer, wife common as to property of Azarias Fortin, carpenter, of the city and district of Montreal, being duly authorized to *ester en justice*, has, on the seventh day of August 1925, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GUERIN, RENAUD & COUSINEAU,
3854—33-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No 5036. Dame Emélie Primeau, du village de Saint-Chrysostôme, district de Beauharnois, épouse de Louis Lemieux, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Louis Lemieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 août, 1925.

Valleyfield, 10 août, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
3867-33-5 LAURENDEAU & SAINTONGE.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 5036. Superior Court. Dame Emelia Primeau, of the village of Saint Chrysostôme, in the district of Beauharnois, wife of Louis Lemieux, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Louis Lemieux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 5th day of August, 1925.

Valleyfield, 10th. August, 1925.

LAURENDEAU & SAINTONGE,
3868-33-5 Attorneys for plaintiff.

Assemblées

Avis est par le présent donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie "North Railway" aura lieu au bureau chef de la compagnie 10 Place d'Youville, dans la cité de Montréal, à 12 heures, midi, mercredi, le 16ème jour de septembre, 1925, pour l'expédition de toutes affaires qui peuvent être légalement présentées à l'assemblée.

Le secrétaire,
B.-J. CLERGUE.

Montréal, Qué., 8 septembre, 1925. 4309

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "Household Specialties, Limited" aura lieu à Chicoutimi, le 25 septembre 1925, à quatre heures P. M., au No 4 rue Lafontaine.

Le directeur,
A. LOCHE.

4329

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE.

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie dite "Montreal Tramways Company", sera tenue aux bureaux de la compagnie, Edifice des tramways, 78 rue Craig ouest, Montréal, à midi, (heure avancée) mercredi, le quinzième jour de septembre, 1925, pour la réception du rapport annuel, l'élection des directeurs et la transaction de toutes autres affaires qui peuvent légalement être soumises à ladite assemblée.

A la dite assemblée, il est proposé de soumettre pour ratification par les actionnaires, les amendements suivants aux règlements de la compagnie: "Que la section 1 de l'article 1 des règlements de la compagnie soit amendée en substituant le mot "mars" au mot "septembre" partout où le mot "septembre" apparaît dans ladite section, et de plus en substituant les mots "31 décembre" "aux mots "30 juin" dans la dite section".

"Que la section 3 de l'article 7 des règlements de la compagnie soit abrogée et remplacée par la suivante:

"L'année fiscale de la compagnie se terminera le 31 décembre de chaque année.

Les registres de transfert seront fermés du 26 août au 14 septembre, ces deux jours inclusivement.

Par ordre du bureau.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBEE.

Le mardi, 25 août 1925.

4127-35-3

Meetings

Notice is hereby given that in accordance with the by-laws of the Company, the annual meeting of the shareholders of the North Railway will be held at the head office of the Company, 10 Place d'Youville, in the city of Montreal, at 12 o'clock noon, on Wednesday, the 16th day of September, 1925, for the transaction of such business as may legally come before the meeting.

B. J. CLERGUE,
Secretary.

Montreal, Que., September 8th, 1925. 4310

Notice is hereby given that a general meeting of the shareholders of the company "Household Specialties, Limited" will be held at Chicoutimi, the 25th of September, 1925, at four o'clock P. M., at No. 4 Lafontaine Street.

A. LOCHE,
Director.

4330

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ANNUAL GENERAL MEETING

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Montreal Tramways Company will be held at the company's offices, Tramways Building, 78 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon (daylight Saving Time), on Tuesday, the fifteenth day of September 1925, for the reception of the annual report, election of directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

At the said meeting is proposed to submit for the ratification of the shareholders the following amendments to the by-laws of the company:

"That section 1 of article 1 of the By-laws of the company be amended by substituting the word "March" for the word "September" wherever the word "September" is used in the said section, and further by substituting the words "31st of December" for the words "30th of June" in said Section".

"That section 3 of article 7 of the By-laws of the company be repealed and be replaced by the following:

"The fiscal year of the company shall end on December 31st of each year".

"The transfer books will be closed from the 26th day of August to the 14th day of September, both days inclusive.

By order of the board.

PATRICK DUBEE,
Secretary-treasurer.

Tuesday, August 25, 1925.

4128-35-3

Avis divers

Miscellaneous Notices

REDFERN LUMBER COMPANY

Règlement spécial A

"L'actif de la compagnie sera distribué incessamment entre les actionnaires, conformément à l'article 6020a des Statuts refondus de Québec, 1909."

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte du règlement dûment adopté à une assemblée des directeurs de cette compagnie le 4 septembre, 1925, et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 4 septembre 1925, dans le but de confirmer le dit règlement.

Le secrétaire.

WM.-K. RUTHERFORD.

4327

Redfern Lumber Company.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts Refondus 1909, que Adhémar-Gaston Munich, des cité et district de Montréal, gérant, se propose de demander l'autorisation de construire une usine (power house) en béton et en acier pour y installer des turbines hydrauliques et des générateurs, ainsi que des vannes et des ailerons mobiles de surhaussement (gates and wing dams), afin de conduire les eaux de la Rivière Ottawa aux dites turbines, et ce dans le but de développer de l'énergie hydro-électrique sur cette partie de la rivière Ottawa qui borde le lot 5-E du rang No 1 du canton de Onslow, dans le comté de Pontiac, province de Québec, ainsi que le lit et les fies de la rivière Ottawa immédiatement contiguës audit lot.

Avis est, en outre, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux, et les territoires qui seront affectés par le refoulement des eaux, bien que, dans l'opinion du requérant, aucun territoire appartenant à des tiers ne sera ainsi affecté, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Pontiac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec.

Montréal, 10 août, 1925.

Le requérant.

3869-33-5 ADHEMAR-GASTON MUNICH.

Bureau-chef

THE FARM INVESTMENT COMPANY, LIMITED

Avis est donné que la compagnie "The Farm Investment Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, a établi son bureau au numéro 390 Avenue Oxford, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 4 août, 1925.

THE FARM INVESTMENT COMPANY, LIMITED,

Par son président,

4305

SVEN-A. LARSEN.

REDFERN LUMBER COMPANY

Special By-Law "A"

"The assets of the company shall be distributed forthwith among the shareholders, in pursuance of article 6020a of the Revised Statutes of Quebec, 1909."

I certify that the foregoing is a true copy of a by-law duly adopted at a meeting of directors of this company, the 4th day of September, 1925, and unanimously confirmed at a special general meeting of shareholders, duly called and held the 4th day of September, 1925, for the purpose of confirming such by-law.

WM. K. RUTHERFORD,

Secretary.

4328

Redfern Lumber Company.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that Adhemar Gaston Munich, of the city and district of Montreal, manager, intends to apply for authorization to have constructed a concrete and steel power house to include hydraulic turbines and generators, together with gates and wing dams, to be used for guiding the waters of the Ottawa river to turbines, for the purpose of generating hydro-electric power on the water course which borders upon lot 5-E in range No. 1 of the township of Onslow, in the county of Pontiac, in the province of Quebec, and the bed and islands of the Ottawa river immediately adjacent thereto.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof, and the lands which may be affected by the backing up of the waters, though, in the opinion of the Petitioner, no lands belonging to third parties will be thus affected, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Pontiac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the date following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, 10th. August, 1925.

ADHEMAR GASTON MUNICH,

3870-33-5

Petitioner.

Chief Office

THE FARM INVESTMENT COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that the Farm Investment Company, Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, has its head office at 390 Oxford Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as its head office.

Montreal, August 4th., 1925.

SVEN A. LARSEN,

President,

4306 THE FARM INVESTMENT COMPANY, LTD.

Liquidation—Avis de

La Loi des Compagnies de Québec.—Liquidation volontaire, dans l'affaire de

LE CREDIT INDUSTRIEL, LTEE., QUEBEC

Avis est par le présent donné qu'en conformité à une résolution passée à une assemblée des directeurs tenue le 15^{ième} jour d'août, 1925, et confirmée par une résolution des actionnaires à une assemblée spéciale tenue le 29^{ième} jour d'août, 1925, il a été résolu à l'unanimité des directeurs et des actionnaires de liquider les affaires de la dite compagnie, le tout suivant la Loi des compagnies de Québec, et que M. Antoine Cloutier, syndic, de Québec, a été nommé liquidateur.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite compagnie sont requises de les produire dans les trente jours du présent avis, dûment assermentées, et toutes personnes endettées envers la dite compagnie sont requises de régler dans le même délai entre les mains du soussigné.

Québec, 2 septembre 1925.

Le liquidateur,
ANTOINE CLOUTIER.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Québec. 4307

Winding up Notice

Quebec Companies' Act.—Voluntary winding up. In the matter of

LE CREDIT INDUSTRIEL, LTEE., QUEBEC

Notice is hereby given that in accordance with a resolution passed at a meeting of the directors held the 15th day of August, 1925 and confirmed by a resolution of the shareholders at a special meeting held the 29th day of August, 1925, it has been unanimously resolved by the directors and shareholders to wind up the affairs of the said company, the whole according to the Quebec Companies' Act, and that Mr Antoine Cloutier, trustee, of Québec, has been appointed liquidator.

All parties having claims against the said company are required to file same within thirty days from the present notice, duly sworn, and all parties indebted towards the said company are requested to settle within the same delay with the undersigned.

Québec, September 2, 1925.

ANTOINE CLOUTIER,
Liquidator.

Office: 147 Mountain Hill Street,
Québec. 4308

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Nicolet, Cour Supérieure, No 487.

J.-Donat Therrien, demandeur; vs Donat et Aimé Lupien, défendeurs; et La Banque Provinciale du Canada, opposante afin de conserver.

Ordonnance du juge sur la requête de l'opposante pour appel des créanciers suivant l'article 673 C.P.C.

Nous soussigné, l'un des juges de la Cour Supérieure de la province de Québec, administrant la justice dans les districts des Trois-Rivières et de Nicolet, vu la requête ci-dessus et l'opposition y mentionnée:

Ordonnons que les créanciers du défendeur Aimé Lupien soient appelés à produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion d'un avis à cet effet publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette officielle de Québec*, avec dépens contre la masse.

Trois-Rivières, 1er août 1925.

Le J. C. S.,
4267—36-2 "Signed" N.-L. DUPLESSIS.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 487.

J. Donat Therrien, plaintiff; vs Donat and Aimé Lupien, defendants, and The Provincial Bank of Canada, opposant *afin de conserver*.

Order of the Judge upon the petition of the Opposant for calling in the creditors, pursuant to article 673 C.C.P.

I, the undersigned, one of the Judges of the Superior Court of the province of Quebec, administering justice in the districts of Three Rivers and Nicolet, seeing the above petition and the opposition mentioned therein:

Order that the creditors of the defendant, Aimé Lupien, be called upon to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of a notice to that effect published twice in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette*, with costs against the mass.

Three Rivers, August 1st., 1925.

"Signed" N. L. DUPLESSIS,
4268—36-2 J. S. C.

Ratifications de titres

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. Cour Supérieure, No 316.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-Hyacinthe, un acte passé devant Ernest Forest, notaire, le 9 juin 1913, entre Polydore-C. Vadnais, cultivateur, de la paroisse de l'Ange-Gardien, dit district, et Elzéar Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-

Confirmations of titles

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe. Superior Court. No. 316.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Saint Hyacinthe, a deed executed before Ernest Forest, notary, on the ninth of June 1913, between Polydore C. Vadnais, farmer, of the parish of L'Ange Gardien, said district, and Elzéar Roy, farmer, of

Paul-d'Abbotsford, étant une vente par le dit Polydore-C. Vadnais au dit Elzéar Roy des immeubles suivants, savoir :

1. Un terrain sis et situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, connu et désigné sous le numéro soixante et onze (No 71), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Ange-Gardien — avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Un lopin de terre de deux arpents de largeur sur environ quatorze arpents de longueur, partant du cordon divisant les terres du rang Séraphine de celles du rang Saint-Georges et rejoignant un fossé de travers près du bois vert — détaché du terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Ange-Gardien, sous le numéro cent soixante-dix-huit (No 178); la partie vendue est la partie nord-est du dit lot de terre, l'autre partie est vendue à Michel Lamoureux ou représentants.

3. Un lopin de terre faisant partie du lot numéro cent soixante-dix-huit (No 178) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Ange-Gardien et compris dans les bornes suivantes: borné d'un bout aux terres du rang Séraphine, en allant du côté du rang Saint-Georges — sans bâtisses, le dit terrain contenant un arpent de largeur sur quinze arpents de longueur.

4. Un autre terrain connu et désigné sous le numéro soixante-treize (No 73), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Ange-Gardien — avec les bâtisses dessus construites;

et en la possession de Elzéar Roy sus-nommé comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dites propriétés ont été acquises par le dit Elzéar Roy, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 5ème jour d'octobre, 1925, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, le 25 août, 1925.

Le protonotaire,

4317—37-2

H.-A. BEAUREGARD.

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. Cour Supérieure. No 277. Louis-Philippe Senay, cultivateur, résidant dans la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-Hyacinthe, un acte passé devant M^{re} Pierre-Louis-Fortunat Noiseux, notaire, le 18 décembre, 1924, entre Arthur Chauvin, cultivateur, résidant dans la ville de Granby, district de Bedford, et Louis-Philippe Senay, cultivateur, résidant dans la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, étant une vente par le dit Arthur Chauvin au dit Louis-Philippe Senay de l'immeuble suivant:

Un terrain situé au rang Papineau, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent

the parish of Saint Paul d'Abbotsford, being a sale by the said Polydore C. Vadnais to the said Elzéar Roy of the following immovable property:

1. A piece of land situate in the parish of L'Ange Gardien, known and designated under number seventy one (No. 71), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of L'Ange Gardien—together with the buildings thereon erected.

2. A piece of land of two arpents in width on about fourteen arpents in length, starting from the Cordon dividing the lands of the range Séraphine from those of range Saint Georges and joining a cross ditch near the green wood — detached from piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of l'Ange Gardien under number one hundred and seventy eight (No. 178) — the part sold is the north east part of the said piece of land, the other part is sold to Michel Lamoureux or representatives.

3. A piece of land forming part of lot number one hundred and seventy eight (No. 178) of the official plan and book of reference of the parish of l'Ange Gardien and being bounded as follows: at one end by the lands of range Séraphine, going towards range Saint Georges—without buildings, said piece of land containing one arpent in width by fifteen arpents in length.

4. An other piece of land known and designated under number seventy three (No. 73) of the official plan and book of reference of the parish of l'Ange Gardien—with the buildings erected thereon;

and possessed by Elzéar Roy as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable properties immediately before the registration of the said deed by which the said properties were acquired by the said Elzéar Roy, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 5th day of October, 1925, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Saint Hyacinthe, 25th August, 1925.

H. A. BEAUREGARD,

4318—37-2

Prothonotary.

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe. Superior Court, No. 277. Louis Philippe Senay, farmer, residing in the parish of Saint Césaire, district of Saint Hacinthe, petitioner for confirmation of title.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court in the district of Saint Hyacinthe, a deed executed before Pierre Louis Fortunat Noiseux, notary public, on the 18th December 1924, between Arthur Chauvin, farmer, residing in the town of Granby, district of Bedford, and Louis Philippe Senay, farmer, residing in the parish of Saint Césaire, district of Saint Hyacinthe, being a sale by the said Arthur Chauvin to the said Louis Philippe Senay of the following immovable property:

A piece of land situated on Papineau range, known and designated as being lot number three.

douze (312) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford; avec les constructions y érigées, et en la possession du dit Louis-Philippe Senay, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par le dit Louis-Philippe Senay, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 5ème jour d'octobre 1925, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de Procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, 15 juin, 1925.

Le protonotaire,

4319—37-2

H. A. BEAUREGARD.

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. Cour Supérieure, No 275. Ex parte: Henri-Charles Tétreault, chiropraticien, domicilié au village de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-Hyacinthe, un acte passé devant Me Rosaire Dussault, notaire, le 23 mars mil neuf cent vingt-cinq, entre Alexandre-Napoléon Dufresne, industriel, domicilié en le dit village de Saint-Césaire, et le dit Henri-Charles Tétreault, étant une vente par le dit Alexandre-Napoléon Dufresne au dit Henri-Charles Tétreault des immeubles suivants, savoir :

Terrains sis et situés en le village de Saint-Césaire, connus et désignés comme étant les lots Nos cinquante-neuf, soixante et soixante et un des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Césaire et plus une partie du terrain connu et désigné aux mêmes livre et plan officiels du dit village, comme étant le lot No 62, décrit et borné comme suit: terrain mesurant en front, rue Notre-Dame, quatre-vingt-deux pieds par une profondeur de cent six pieds, et de là s'élargissant en arrière des lots cinquante-neuf, soixante et soixante et un, jusqu'à une largeur de trois cent seize pieds et trois pouces par une profondeur additionnelle de quatre-vingt-trois pieds et six pouces, dans la ligne nord, de quatre-vingt-six pieds dans la ligne sud, et borné comme suit: en front du côté est, partie par la rue Notre-Dame et partie par les lots cinquante-neuf, soixante et soixante et un; du côté nord, par la ligne entre le village et la paroisse de Saint-Césaire; du côté sud, partie par le lot numéro soixante et un, et partie par le lot numéro cinquante-huit, et partie par une autre partie du lot numéro soixante-deux, le tout formant une superficie de soixante mille quatre cent cinquante et un pieds, le tout plus ou moins, avec toutes les bâtisses de nature quelconque érigées sur les dits numéros cinquante-neuf, soixante et soixante et un et partie soixante-deux telle que décrite, et en la possession de Henri-Charles Tétreault, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeu-

hundred and twelve (312) of the cadastre of the Parish of Saint Paul of Abbotsford; with the buildings erected thereon, and possessed by said Louis Philippe Senay as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said immovable property was acquired by the said Louis Philippe Senay, are hereby notified that application will be made to the said Court on the 5th., day of October 1925, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Saint Hyacinthe, 15th June, 1925.

H. A. BEAUREGARD,

4320—37-2

Prothonotary.

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe. Superior Court, No. 275. Ex parte: Henri Charles Tetreault, chiropractician, domiciled at the village of Saint Cesaire, district of Saint Hyacinthe, petitioner for confirmation of title.

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Hyacinthe, a deed passed before Rosaire Dussault, notary public, on the twenty third day of March nineteen hundred and twenty five, between Alexandre Napoleon Dufresne, trader, domiciled in the said village of Saint Cesaire, and the said Henri Charles Tetreault, being a sale by the said Alexandre Napoleon Dufresne to the said Henri Charles Tetreault of the following immovable properties, viz:

Pieces of land lying and situate in the village of Saint Cesaire, known and designated as being lots Nos. fifty nine, sixty and sixty one of the official plan and book of reference of the said village of Saint Cesaire, together with part of the piece of land known and designated on the said official plan and book of reference of the said village, as being lot No. 62, described and bounded as follows: piece of land measuring in front, Notre Dame Street, eighty two feet by a depth of one hundred and six feet, and from there widening in rear of the lots fifty nine, sixty and sixty one up to a width of three hundred and sixteen feet and three inches by an additional depth of eighty three feet and six inches in the north line, of eighty six feet in the south line and bounded as follows: in front on the east side, in part by Notre Dame Street and in part by lots fifty nine, sixty and sixty one; on the north side by the division line between the village and parish of Saint Cesaire; on the south side, in part by lot number sixty one and in part by lot number fifty eight, and in part by another part of lot number sixty two, the whole forming an area of sixty thousand four hundred and fifty one feet, the whole more or less, with all the buildings of whatever nature erected on said lots Nos. fifty nine, sixty and sixty one and part of sixty two as before described; in the possession of Henri Charles Tetreault as proprietor, during the last three years; and all persons claiming any privilege or mortgage on said immovables immediately before the registration of said deed by

bles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Henri-Charles Tétreault, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 5 octobre 1925, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de Procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, 13 juin, 1925.

Le Protonotaire,

4321—37-2

H.-A. BEAUREGARD.

Province de Québec, District de Montréal.
Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé à Saint-Rémi, devant Maximilien Coupal, notaire, le douzième jour de janvier 1923, entre Charles Beaudin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, district de Montréal, et Aimé Desbois, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, étant une vente par le dit Charles Beaudin au dit Aimé Desbois, de, entre autres, une terre située en la côte sud-est de Saint-Régis, dans la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-dix (190), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Isidore, contenant trois arpents de largeur sur vingt-sept arpents de profondeur, et bornée: d'un côté, au nord-est, par Omer Lazure, et d'autre côté, au sud-ouest, par Alfred Beaudin, avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et en la possession de Charles Beaudin, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel la dite terre a été acquise par le dit Aimé Desbois, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 30 septembre, 1925, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le Député-protonotaire C. S.

J.-E. LACOMBE.

Montréal, le 21 août, 1925.

4105—35-2

which said lots have been bought by the said Henri Charles Tetreault, are notified that there will be presented to the said court, on the fifth day of October, 1925, a petition for confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Saint Hyacinthe, 13th. June, 1925.

H. A. BEAUREGARD,

Prothonotary.

4322—37-2

Province of Quebec, District of Montreal.
Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before Maximilien Coupal, notary, in Saint Remi, on the twelfth day of January, 1923, between Charles Beaudin, farmer, of the parish of Saint Isidore, district of Montreal, and Aimé Desbois, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, being a sale by the said Charles Beaudin to the said Aimé Desbois, of, among others, a land situate in the southeast hill of Saint Regis, in the parish of Saint Isidore, in the county of Laprairie, known and designated under lot number one hundred and ninety (190), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Isidore, containing three arpents in width by twenty seven arpents in depth, and bounded: on one side, to the northeast, by Omer Lazure, and on another side, to the southwest, by Alfred Beaudin, with the house and other buildings thereon erected, and possessed by Charles Beaudin as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said land was acquired by the said Aimé Desbois, are hereby notified that application will be made to the said Court on the 30th September, 1925, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. E. LACOMBE,

Deputy Prothonotary S. C.

Montreal, 21st August, 1925.

4106—35-2

Soumissions

Province de Québec, Cité de Grand'Mère.
Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la cité de Grand'Mère, recevra jusqu'à 4 heures p. m., mercredi, le 30 septembre, 1925, au bureau du soussigné, Henri Neault, secrétaire-trésorier de la dite cité, des soumissions écrites pour l'achat de \$153,000.00 de débetures émises sous l'autorité du règlement

Tenders

Province of Quebec, City of Grand'Mère.
Public notice is hereby given that the municipal council of the city of Grand'Mère will receive, until 4 o'clock P. M., Wednesday, September 30th., 1925, at the office of the undersigned, Henri Neault, secretary-treasurer of said City, written tenders for the purchase of \$153,000.00 of debentures issued under the authority of By-

No 166 de la dite cité, ledit règlement ayant été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces débetures au montant de \$153,000.00 sont en renouvellement de la balance d'une émission antérieure qui avait été faite à courte échéance, suivant la loi, et qui deviendra échue le 1er novembre 1925, en vertu du règlement No 166. Ces débetures en renouvellement seront de la dénomination de \$100.00, de \$500.00 et de \$1,000.00 chacune, datées du premier novembre 1925, remboursables par séries annuellement à partir de l'année 1926.

Le capital et l'intérêt de ces débetures seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Grand'Mère, à Montréal ou à Québec, au choix du porteur. L'intérêt à 5% sera payable semi-annuellement le premier mai et le premier novembre de chaque année.

Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débetures au moment de leur livraison. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance ordinaire du conseil municipal de ladite cité, qui aura lieu mercredi, le 30 septembre, 1925, à 7 hrs. P. M.

La Cité de Grand'Mère ne s'engage à accepter aucune soumission.

Donné à Grand'Mère, ce trois septembre, 1925.

Le secrétaire-trésorier.

4323—37-2

HENRI NEAULT.

law No. 166 of said city; said by-law having been approved by Lieutenant-Governor in council.

These debentures for the amount of \$153,000.00 are in renewal of the balance of a previous loan at short maturity, made according to law, and coming due on the first of November 1925, by virtue of by-law No. 166.

These debentures in renewal are of the denomination of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 each, dated November first 1925, redeemable by series annually beginning with the year 1926.

The principal and interests of these debentures will be payable at the office of the Banque Canadienne Nationale, at Grand'Mère, at Montreal or at Quebec, at the option of the bearer. Interest will be payable semi-annually the first of May and the first of November of each year.

The price of every tender must specify the interest accrued of these bonds at the time of delivery. Each tender must be accompanied with an accepted cheque for an amount equal to one per cent of the amount of the loan. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after execution of his contract.

Tenders will be opened and considered at an ordinary meeting of the municipal council of said city, which is to be held on Wednesday, September 30th., at 7 o'clock p. m.

The city of Grand'Mère does not bind itself to accept any tender.

Given at Grand'Mère, this third day of September, 1925.

HENRI NEAULT,

4324—37-2

Secretary-Treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Henri Delorme, épiciier, 137 rue Saint-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles, (Québec), cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE 1925, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi (heure avancée), seront vendus par encaissement public au bureau du shérif, district de Montréal, les immeubles suivants:

1. Un lot de terre situé dans la ville de la Pointe-aux-Trembles, portant le numéro quarante-six (46) de la subdivision du lot cent soixante-quatorze (174) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant quarante (40) pieds de largeur par quatre-vingts (80) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses sus-érigées et portant les numéros civiques cent trente-sept et cent trente-neuf (137-139), rue Saint-Jean-Baptiste.

2. Un lot de terre situé dans la ville de la Pointe-aux-Trembles, connu et désigné sous le No (112) cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec les bâtisses sus-érigées et portant le numéro civique cinq mille huit cent quatre-vingt-quatre (5884), rue Notre-Dame.

Cette vente est faite conformément à la loi de

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Henri Delorme, grocer, 137 Saint Jean Baptiste Street, Pointe aux Trembles (Quebec), authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1925, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time), there will be sold by public auction at the office of the sheriff, district of Montreal, the following immovables:

1. A lot of land situate in the town of Pointe aux Trembles, bearing number forty-six (46) of the subdivision of lot one hundred and seventy four (174), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, containing forty (40) feet in width by eighty (80) feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Saint Jean Baptiste Street—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers one hundred and thirty seven and one hundred and thirty nine (137-139), Saint Jean Baptiste Street.

2. A lot of land situate in the town of Pointe aux Trembles, known and designated under number one hundred and twelve (112), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles—with the buildings thereon erected and bearing civic number five thousand eight hundred and eighty four (5884), Notre Dame Street.

This sale is made in accordance with the

faillite, article 20, paragraphe 4 et suivants et équivaut à une vente par shérif.

Le syndic,

R. CORNELLIER.

Montréal, 28 août 1925.

Bureau: 52 rue Saint-Jacques,
Montréal.

4209—37-2

Province de Québec, district de Montréal,
Cour Supérieure, en faillite, No 147.

Dans l'affaire de J.-A. Bélanger, manufacturier,
de Mont-Joli, comté de Rimouski, failli.

Avis est par les présentes donné que SAMEDI le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1925, à ONZE heures a. m., (heure solaire), seront vendus par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Mont-Joli, les immeubles suivants, savoir:

1. (a) Partie du lot No 196 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, étant un terrain d'environ 15 arpents en superficie situé en la paroisse de Sainte-Flavie; borné au nord au terrain du chemin de fer Intercolonial, à l'ouest à celui d'Auguste Desrosiers ou représentants, au sud au ruisseau le séparant du terrain de Jean Gagnon et à l'est à l'acheteur—sans bâtisse.

(b) Partie du lot No 197 du cadastre officiel de Sainte-Flavie, étant un terrain situé au village de Mont-Joli, de forme irrégulière, contenant environ 5 arpents en superficie; borné au nord partie au terrain de l'Intercolonial, partie à Isidore Chasseur et partie à une rue, à l'est partie à Isidore Chasseur, partie à Dame Arthur Lévesque, partie à Alfred Roy, partie à Narcisse Lantagne et partie à J. Beaulieu, au sud au terrain de J.-Alphonse Roy et à l'ouest au terrain sus-décrié—avec bâtisses dessus construites et dépendances; à distraire la rue qui traverse de l'est à l'ouest.

Ces lots faisant une seule et même exploitation seront vendus sujet aux hypothèques, remboursables annuellement.

2. Partie sud des lots Nos 230 et 231 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, étant un circuit de terre situé dans la dite paroisse, contenant environ trois arpents de front sur la profondeur qu'il a; borné au nord à la coulée, à Évangéliste Nadeau, à l'est à Pierre Plante, au sud au fronteau du rang et à l'ouest à M. Saint-Jean—avec circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à la loi de faillite, article 20, paragraphe 4 a, b, c, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Il sera exigé de chacun des enchérisseurs un dépôt de \$500.00 soit en argent ou par chèque accepté; la vente devant se faire en deux lots, numéros 1 et 2.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau des soussignés en aucun temps.

Conditions de vente: Comptant.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à:

Le syndic,

HERMAS PERRAS.

Bureau de Prevost & Perras,
50 rue Notre-Dame Ouest,
Montréal.

4331—37-2

Bankruptcy Act, article 20, paragraphs 4 and following and has the effect of a sheriff's sale.

R. CORNELLIER

Trustee.

Montreal, 28th August, 1925.

52 Saint James Street,
Montreal.

4210—37-2

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, in Bankruptcy, No. 147.

In the matter of J. A. Bélanger, manufacturer,
of Mont Joli, county of Rimouski, Bankrupt.

Notice is hereby given that SATURDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1925, at ELEVEN o'clock A. M. (Standard Time), there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Mont Joli, the following immovables, to wit:

1. (a) Part of lot No. 196 of the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, being a land of about 15 arpents in superficies, situate in the parish of Sainte Flavie; bounded to the north by the property of the Intercolonial Railway, to the west to that of Auguste Desrosiers or representatives, to the south by the brook which divides it from the land of Jean Gagnon, and to the east by the purchaser—without buildings.

(b) Part of lot No. 197 of the official cadastre of Sainte Flavie, being a land situate in the village of Mont Joli, of irregular figure, containing about 5 arpents in superficies; bounded to the north partly by the land of Intercolonial, and partly by Isidore Chasseur and partly by a street, to the east partly by Isidore Chasseur, partly by Dame Arthur Lévesque, partly by Alfred Roy, partly by Narcisse Lantagne and partly by J. Beaulieu, to the south by the land of J. Alphonse Roy and to the west by the land hereabove described—with the buildings thereon erected and dependencies; to be deducted the street crossing said lot from east to west.

These lots forming one single plot of land and will be sold subject to hypothecs redeemable yearly.

2. South part of the lots Nos. 230 and 231 of the official cadastre for the parish of Sainte Angèle de Mérici, being a tract of land situate in the said parish, containing about three arpents in front by the depth thereof; bounded to the north by the coulée, by Évangéliste Nadeau, to the east by Pierre Plante, to the south to the front line of the range and to the west by Mr. Saint Jean—with circumstances and dependencies.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4a, b, c, and has the same effects as a sheriff's sale.

A deposit of \$500.00 in cash or by accepted cheque shall be exacted from each and every bidder; to be sold in two separate lots, numbers 1 and 2.

The titles and certificates must be examined at any time, at the office of the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars and list of charges, apply to:

HERMAS PERRAS,

Trustee.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre Dame Street West,
Montreal.

4332—37-2

Province de Québec, district de Montréal, No 84, Cour Supérieure. En Faillite.

Dans l'affaire de Gérard Martel, entrepreneur, Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, 1925, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, au bureau du shérif à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement formant le coin des rues Van Horne et Dunlop, dans la cité d'Outremont, et consistant en les numéros suivants:

a. La subdivision numéro un de la subdivision du lot numéro un de la subdivision du lot numéro cent soixante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-164-1-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, ledit lot, cinquante pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

b. La subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision du lot numéro cent soixante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-164-1-2) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, contenant cinquante pieds de largeur par cinquante-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

(c) La subdivision numéro deux du lot numéro cent soixante-trois de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-163-2) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, contenant vingt pieds de largeur par quarante et un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

(d) La subdivision numéro deux du lot numéro cent soixante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-164-2) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, contenant vingt pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec deux cottages en voie de construction sur les lots ci-dessus décrits, qui ne forment qu'une seule et même exploitation, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Cette vente est faite conformément à la loi de faillite, article 20, paragraphe 4 a, b, c, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Il sera exigé de chacun des enchérisseurs un dépôt de \$3000.00 en argent ou par chèque accepté.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau des soussignés en aucun temps.

Conditions de vente: Comptant.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à:

Le syndic,

HERMAS PERRAS.

Bureau de Prevost & Perras,
50 Notre-Dame-Ouest, Montréal. 4333-37-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 84. Superior Court. "In Bankruptcy".

In the matter of Gerard Martel, contractor, Montreal, Bankrupt.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1925, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the office of the sheriff, at Montreal, the following immovable, to wit:

An emplacement forming the corner of Van Horne and Dunlop Streets, in the city of Outremont, and comprising the following numbers:—

a. The subdivision number one of the subdivision of lot number one of the subdivision of lot number one hundred and sixty four of the subdivision of original lot number forty-four (44-164-1-1) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing, the said lot, fifty feet in width by sixty feet in depth, English measure and more or less;

b. The subdivision number two of the subdivision number one of the subdivision of the lot number one hundred and sixty four of the subdivision of original lot number forty four (44-164-1-2) of the same official plan and book of reference, containing fifty feet in width by fifty-six feet in depth, English measure, and more or less;

c. The subdivision number two of the lot number one hundred and sixty three of the subdivision of original lot number forty four (44-163-2) of the same official plan and book of reference, containing twenty feet in width by forty-one feet in depth, English measure and more or less;

d. The subdivision number two of lot number one hundred and sixty four of the subdivision of original lot number forty four (44-164-2) of the same official plan and book of reference, containing twenty feet in width by fifty feet in depth, English measure, more or less.

With two cottages in course of construction, on the lots hereabove described, forming one single plot of land, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4-a, b, c, and has the same effects as a sheriff's sale.

A deposit of \$3,000.00 in cash or by accepted cheque shall be exacted from each and every bidder.

The titles and certificates may be examined at any time, at the office of the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars and list of charges, apply to:

HERMAS PERRAS,

Trustee.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre Dame Street West, Montreal.

4334-37-2

Dans l'affaire de Herménégilde Thibault, Limoilou, Québec, cédant autorisé. Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1925, à CINQ heures A.M., sera vendu à mon bureau: 80 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble, en cette affaire, décrit comme suit:

Un lopin de terre ou emplacement contenant 24 pieds anglais de front, sur la Troisième rue de Limoilou, sur une profondeur de 144 pieds, le tout plus ou moins, et connu sous le numéro du

In the matter of Herménégilde Thibault, Limoilou, Quebec, authorized assignor. Notice is hereby given that FRIDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER, 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at my office: 80 Saint Peter Street, Quebec, the immovable, in that matter, described as follows:

A parcel of land or emplacement, containing 24 feet, English measure, in front, on Third Street of Limoilou, by a depth of 144 feet, the whole more or less, and known under the number

cadastre quatre cent quarante et un, subdivision trente-cinq (441 sub. 35) de Limoilou, de la Cité de Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, et bornée comme suit: en front à la Troisième rue de Limoilou, au nord à Louis Tremblay, au sud à R. Gagnon, et au bout de sa profondeur à une petite ruelle, tel que le tout se comporte sans réserve ni exception.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 30, paragraphe 4 A, B, C de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 80 rue Saint-Pierre,
Edifice de la Banque Canadienne Nationale.
Québec, ce 19 août, 1925. 4031-34-2

Dans l'affaire de: David Nolin, marchand, Lauzon, Lévis, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le QUATORZE OCTOBRE 1925, à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église de Lauzon, comté de Lévis, Qué., l'immeuble de cette faillite, comme suit:

(a) 1. Un emplacement situé en la ville de Lauzon, contenant quarante pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, sur lequel emplacement se trouve une maison à deux étages en briques et bois, et autres bâtisses, lequel est connu au cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, sous le numéro soixante-neuf-A (69a);

2. Un emplacement situé au même lieu, contenant soixante pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, avec deux maisons et dépendances, lequel est connu au cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, sous le numéro soixante-neuf (69).

Ces deux emplacements seront vendus en un seul item.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt (20), paragraphe quatre (4), a, b, c de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au soussigné.

L'immeuble plus haut mentionné peut être visité en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, 2 septembre 1925.

Le syndic autorisé,
R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Edifice "Bossé", Québec, Qué. 4257-37-2

Dans l'affaire de J.-O. Pouliot, industriel, de la cité de Sorel, district de Richelieu, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Beauchemin & Cie, Eng.", cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le PREMIER jour d'OCTOBRE 1925, à DIX heures A. M. (heure solaire), sera vendu par encan public au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, dit district, l'un des immeubles de cette faillite comme suit:

of the cadastre four hundred and forty-one, subdivision thirty-five (441 sub. 35) of Limoilou, of the city of Quebec, with all the buildings thereon erected and bounded as follows: in front to the Third Street, to the north by Louis Tremblay, to the south by R. Gagnon, and at the end of its depth, by a small lane, as the whole now subsists, without reserve or exceptions.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C. C. P., and also to the article 20, paragraph 4A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Trustee.

Office: 80 Saint Peter Street,
Opposite La Banque Canadienne Nationale.
Quebec, August 19, 1925. 4032-34-2

In the matter of: David Nolin, merchant, Lauzon, Lévis, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTEENTH OCTOBER, 1925, at ELEVEN o'clock a.m., there will be sold by public auction, at the door of the church of Lauzon, county of Levis, Que., the following immovables forming part of this estate, to wit:

(a) 1. An emplacement situate in the town of Lauzon, containing forty feet in front by ninety five feet in depth, more or less, upon which are erected a two story wood and brick house and other buildings, the said emplacement being known on the official cadastre of the east part of the village of Lauzon, under number sixty nine-A (69a);

2. An emplacement situate at the same place, containing sixty feet in front by ninety five feet in depth, more or less, with two houses and dependencies, which emplacement is known and designated on the official cadastre of the east part of the village of Lauzon, under number sixty nine (69).

These two emplacements will be sold as one item.

To be sold to the highest bidder.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717), C. C. P. and also to article twenty (20), paragraph four (4), a, b, c of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at the offices of the undersigned.

The above immovables may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Terms of payment: Cash.

Quebec, 2nd September, 1925.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147 Mountain Hill Street.
"Bossé" building, Quebec, Que. 4258-37-2

In the matter of J. O. Pouliot, industrial, of the city of Sorel, district of Richelieu, carrying on business under the firm name and style of "Beauchemin & Cie., Eng.", authorized assignor.

Notice is hereby given that the FIRST day of OCTOBER, 1925, at TEN o'clock A. M. (Standard Time), there will be sold by public auction at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the Court House, in the city of Sorel, said district, one of the immovables of this estate, as follows:

Un terrain situé en la cité de Sorel, au coin des rues Limoges et Roi, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel par le No 1098—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

La vente sera faite au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C.P.C. et aussi de l'article vingt (20), paragraphe (4) A.B.C. de la loi de faillite.

Cette vente équivaut à la vente au shérif.

L'immeuble, les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au soussigné.

Le syndic,

J.-C.-A. TURCOTTE.

Bureau: Rue Prince, Sorel, Qué. 4129—35-2

A lot of land situate in the city of Sorel, corner Limoges and King Streets, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Sorel by the No. 1098—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C.C.P., and also to article twenty (20) paragraph 4, a, b, c, of the Bankruptcy Act, and this sale is equal to a sheriff's sale.

The immovable, the titles and certificates may be inspected at any time or applying to the undersigned.

J. C. A. TURCOTTE,

Trustee.

Office: Prince Street, Sorel, Que. 4130—35-2

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, en matière de faillite, No 65.

Dans l'affaire de Emile Pronovost, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prosper, Co. Champlain, Québec.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1925, à DIX (10) heures A. M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la dite paroisse de Saint-Prosper, portant le (No 360) numéro trois cent soixante du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper, contenant trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, suivant les bornes suivantes: en front à un chemin public, en profondeur au cordon des terres du second rang Saint-Charles, d'un côté, au nord-est à Siméon Baribeau et au sud-ouest partie à la terre ci-après décrite et partie à Philias Cossette—avec une maison, grange et dépendances.

Une terre située au même endroit, c'est-à-dire au premier rang Saint-Charles, contenant un arpent et demi de large sur environ quinze arpents de profondeur, se terminant au nord-ouest au bas d'une montagne ou écran de la montagne faisant partie du lot numéro trois cent soixante et un (ptie 361) du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper; bornée au bout sud-est au front, au cordon du second rang Saint-Augustin; en profondeur, se terminant à l'écran de la montagne susdite, du côté nord-est au lot ci-haut décrit et de l'autre côté au sud-ouest à Léo Baribeau et partie à Prime Cloutier—avec une grange y érigée.

2. Une terre à bois située dans le troisième rang Saint-Charles, connue et désignée comme faisant partie des numéros cinq cent vingt-deux et cinq cent vingt et un (ptie 522 et 521) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Prosper, contenant trois arpents de largeur sur environ douze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise; bornée en front à Emile Pronovost, au résidu du dit lot No 521, en profondeur au Transcontinental, du côté nord-est à Onésime Cossette, et du côté sud-ouest à Théotime Massicotte, (sous certaines réserves que pourrait avoir feu Evan-John Price ou ses représentants sur le dit lot et en plus, en faveur de Joseph Jacob ou ses représentants, tous les droits, avantages, bénéfices et privilèges qu'il a et peut avoir sur le dit lot de terre, au terme de l'acte de partage passé devant le notaire Robert Trudel, le 7 juillet 1869 et enregistré le 22 mai

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, in Bankruptcy, No. 65.

In the matter of Emile Pronovost, farmer, of the parish of Saint Prosper, Champlain Co., Quebec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIRST day of OCTOBER 1925, at TEN (10) o'clock A. M., there will be sold by public auction at the door of the church of the parish of Saint Prosper, the following immovables, to wit:

1. A farm situate in said parish of Saint Prosper, bearing number three hundred and sixty (No. 160) of the cadastre of the parish of Saint Prosper, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, the whole more or less, and bounded as follows: in front by a public road, in depth by the *cordon* of the lands of the second range of Saint Charles, on one side to the northeast by Siméon Baribeau and to the southwest partly by the land hereafter described and partly by Philias Cossette—with a house, barn and dependencies.

A farm situate at the same place, namely in the first range of Saint Charles, containing one arpent and a half in width by about fifteen arpents in depth, ending at the northwest at the bottom of a mountain or side of the mountain, forming part of lot number three hundred and sixty-one (Pt. 361) of the cadastre of the parish of Saint Prosper: bounded at the southwest end in front to the *cordon* of the second range of Saint Augustin; in depth ending at the side of the mountain aforesaid, on the northeast side, by the lot above described and on the other side to the southwest by Léo Baribeau and partly by Prime Cloutier—with a barn thereon erected.

2. A timber land situate in the third range of Saint Charles, known and designated as forming part of numbers five hundred and twenty two and five hundred and twenty one (Pt. 522 and 521) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Prosper, containing three arpents in width by about twelve arpents in depth, the whole more or less, without warranty of precise measurements; bounded in front by Emile Pronovost, the residue of said lot No. 521, in depth by the Transcontinental, on the northeast side by Onésime Cossette, and on the southwest side by Théotime Massicotte, (under certain reservations in favour of the late Evan John Price or his representatives upon the said lots, and further in favour of Joseph Jacob or his representatives of all the rights, advantages, benefits and privileges he has or may have upon the said lot of land under a deed of partition exe-

1882, sous le numéro vingt et un mille cinq cent soixante et un (No 21561), registre B, Vol. 31.

La vente des terres portant les numéros (360 et 361) trois cent soixante et trois cent soixante et un ci-haut dérites se fera en bloc comme formant une seule exploitation.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C., et article 20, paragraphe 4a, b, c de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant. Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
NAPOLEON ALARIE.

Bureau No 20 rue Alexandre.

Trois-Rivières, le 25 août 1925. 4131-35-2

cuted before notary Robert Trudel, the 7th of July, 1869, and registered the twenty-second of May, 1882, under number twenty one thousand five hundred and sixty one (No. 21,561), in register B, Vol. 31.

The parcels of land bearing numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (360 and 361) above described, will be sold *en bloc* as forming one single plot of land.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 C. C. P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

NAPOLEON ALARIE,
Trustee.

Office: No. 20 Alexandre Street.

Three Rivers, August 25, 1925. 4132-35-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4065.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 1er septembre 1925, dans une cause dans laquelle George Décarie, ingénieur, des cité et district de Montréal, est demandeur; et Malvina Décarie, épouse de Jean-Baptiste Tremblay, et ce dernier tant personnellement, en autant que besoin sera, que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Levi Tremblay, Leslie *alias* Lillian Bouchard, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Felix Décarie, de la cité d'Alhambra, dans l'état de Californie, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ayant donné procuration à Charles-M. Ward, pour agir pour lui à toutes fins que de droit, sont défendeurs; et Téléphone Brassard, des cité et district de Montréal, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Montréal, est mis-en-cause, la licitation de l'immeuble suivant a été ordonnée, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro trente-trois (33-17) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 1, rue Querbes, à Outremont.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIEME jour d'OCTOBRE 1925, par cette Cour, dans la salle d'audience No 31 du palais de justice de Montréal, à DIX HEURES ET DEMIE du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à la dite vente devra être déposée au greffe, bureau du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et l'adjudication; et toute opposition afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication, le tout à peine de forclusion.

Montréal, 1er septembre 1925.

Le procureur du demandeur,
CHARLES-AUGUSTE BERTRAND.
4225-36-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4065.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, pronounced September 1st 1925, in a case in which George Décarie, engineer, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Malvina Decarie, wife of Jean Baptiste Tremblay, and the latter both personally in so much as it is necessary, and to authorise his said wife for the purpose of these presents, Levi Tremblay, Leslie *alias* Lillian Bouchard, spinster, all of the city and district of Montreal, Felix Decarie, of the city of Alhambra, in the State of California, and having given power of attorney to Charles M. Ward, to act on his behalf for all legal purposes, are defendants; and Telephone Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of registrar for the registry division of Montreal, is *mis-en-cause*, the licitation of the following immoveable property has been ordered, namely:

A lot of land known and designated as being number seventeen of the official subdivision of the lot number thirty three (33-17), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all buildings thereon erected and bearing civic number 1, Querbes Street, at Outremont.

The above described immoveable property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTH day of OCTOBER 1925, by this Court, in room No. 31, in the Court house at Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to the said sale should be filed at said prothonotary's office, at least twelve days before the date fixed for said sale, and all oppositions for payment, in the six days following the adjudication; in default of which right to fyle same will be exhausted as according to law.

Montréal, September 1st, 1925.

CHARLES AUGUSTE BERTRAND,
4226-36-2 Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2677. Sullivan, demanderesse; vs McGuire *et al*, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 21^{ème} jour d'août 1925, dans une cause dans laquelle Helen Sullivan, de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, veuve de Patrick-Martin McGuire, en son vivant cultivateur, du même endroit, est demanderesse; et Helen McGuire, de Sainte-Agathe, épouse de Edward Donovan, du même endroit, et ledit Edward Donovan, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et Patrick Doherty, journalier, de Saint-Giles, en sa qualité de tuteur à Jennie Lépine et Agnès Lépine, enfants mineurs, issus du mariage de feu Louis Lépine et Rosy McGuire; et Marguerite Lépine et Mary Lépine, de la cité de Montréal, et Mary-Ann McGuire, épouse de John-W. Walsh, de la cité de Montréal, et ledit John-W. Walsh, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; et John McGuire, de Sanford, Me; et Joseph McGuire, du même endroit; et James McGuire, de Berlin, N.-H.; et Thomas McGuire, de Johnsbury, Vt., et Edward McGuire, de Carroll, N.-H., sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: L'immeuble portant le numéro cadastral 247 de la paroisse de Sainte-Agathe, Co. Lotbinière.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le HUIT OCTOBRE 1925, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition afin d'annuler, aux fins de charges ou afin de distraire pour ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 28 août 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
SAINT-LAURENT, GAGNE, DEVLIN &
4211-36-2 TASCHEREAU

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 2677. Sullivan, plaintiff; vs McGuire *et al*, defendants.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, the twenty first day of August, 1925, in a cause wherein Helen Sullivan, of Sainte Agathe, county of Lotbinière, widow of Patrick Martin McGuire, in his lifetime, farmer, of the same place, is plaintiff; and Helen McGuire, of Sainte Agathe, wife of Edward Donovan, of the same place, and the said Edward Donovan, to authorize his wife for the purposes hereof; and Patrick Doherty, laborer, of Saint Giles, in his quality of tutor to Jennie Lépine and Agnès Lépine, minor children, issued of the marriage of the late Louis Lépine and Rosy McGuire; and Marguerite Lépine and Mary Lépine, of the city of Montreal, and Mary Ann McGuire, wife of John W. Walsh, of the city of Montreal, and the said John W. Walsh, to authorize his wife for the purposes hereof; and John McGuire, of Sanford, Me.; and Joseph McGuire, of the same place; and James McGuire, of Berlin, N. H.; and Thomas McGuire, of Johnsbury, Vt.; and Edward McGuire, of Carroll, N. H., are defendants; ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit: the immovable bearing cadastral number 247 of the parish of Sainte Agathe, county of Lotbinière.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on THURSDAY, the EIGHTH of OCTOBER, 1925, sitting the Court, in the Court room of the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, August 28th, 1925.

SAINT-LAURENT, GAGNE, DEVLIN &
4212-36-2 TASCHEREAU,
Attorneys for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 437. } J. ARTHUR CLOUTIER,

} J. commerçant, d'Amos, district d'Abitibi, demandeur; vs JOSEPH LAMBERT, du même lieu, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro trois (3), du rang numéro cinq (5), du canton Duvernay, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale.

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 437. } J. ARTHUR CLOUTIER,

} J. trader, of Amos, district of Abitibi, plaintiff; vs JOSEPH LAMBERT, of the same place, defendant, to wit:

The lot of land bearing number three (3) of the range number fifth (5) of the township of Duvernay, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church

siale d'Amos susdit, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Amos, 5 septembre 1925. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 12 septembre 1925]
4335—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 436. } J.-ARTHUR CLOUTIER, commerçant et industriel, d'Amos, et BENOIT-A. CLOUTIER, cultivateur, de Saint-Prosper, tous deux faisant affaires ensemble en société, à Amos, district d'Abitibi, sous la raison sociale de Cloutier & Cloutier, demandeurs; vs D. ATHANASE LAMBERT, d'Amos, défendeur, à savoir:

Les lots de terre portant les numéros vingt-quatre (24) et vingt-cinq (25) du rang numéro trois (3) du canton Dalquier, décrits comme tels au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale d'Amos susdit, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1925, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Amos, 5 septembre 1925. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 12 septembre 1925]
4337—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 523. } IVANHOE FRIGON, marchand, d'Amos, district d'Abitibi, demandeur; vs MEDERIC AYOTTE, de La Sarre, dit district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro trente et un (31), du rang numéro (3), du canton La Sarre, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre susdit, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Amos, 5 septembre 1925. J.-U. DUMONT.
[Première publication, 12 septembre 1925]
4339—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 521. } THE MATHEW MOODY & SONS CO., corporation légale ayant le siège social de ses affaires à Terrebonne, P. Q., et un bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs GEORGES DUFOUR, d'Amos, dit district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro quarante-trois (43) du rang numéro sept (7) du canton Figuer, décrit comme tel au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos, le VINGT-DEUXIEME jour de

of Amos aforesaid, the TWELFTH day of OCTOBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. U. DUMONT,
Amos, September 5, 1925. Sheriff.
[First publication, September 12, 1925]
4336—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 436. } J. ARTHUR CLOUTIER, trader and industrial, of Amos, and BENOIT A. CLOUTIER, farmer, of Saint Prosper, both carrying on business together in partnership, at Amos, district of Abitibi, under the firm name of "Cloutier & Cloutier", plaintiffs; vs D. ATHANASE LAMBERT, of Amos, defendant, to wit:

The lots of land bearing numbers twenty four (24) and twenty five (25) of range number three (3) of the township of Dalquier, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Amos aforesaid, the TWELFTH day of OCTOBER next, 1925, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. U. DUMONT,
Amos, September 5, 1925. Sheriff.
[First publication, September 12, 1925]
4338—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 523. } IVANHOE FRIGON, merchant, of Amos, district of Abitibi, plaintiff; vs MEDERIC AYOTTE, of La Sarre, said district of Abitibi, defendant, to wit:

The lot of land bearing number thirty one (31), of range number three (3), of the township of La Sarre, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of La Sarre aforesaid, the FOURTEENTH day of OCTOBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. U. DUMONT,
Amos, September 5, 1925. Sheriff.
[First publication, September 12, 1925]
4340—37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No 521. } THE MATHEW MOODY & SONS CO., a body politic and corporate, having its chief place of business at Terrebonne, P. Q., and an office in the city of Quebec, plaintiff; vs GEORGE DUFOUR, of Amos, said district of Abitibi, defendant, to wit:

The lot of land bearing the number forty-three (43) of the Range number seven (7) of the township of Figuer, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Amos, the TWENTY-SECOND day of SEPT-

SEPTEMBRE prochain 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 17 août 1925. 4013-34-2
[Première publication, le 22 août 1925]

EMBER next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, August 17, 1925. 4014-34-2
[First publication, August 22, 1925]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } MAGLOIRE CÔTÉ,
No 299. } demandeur; vs EU-
CLIDE LAROCQUE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Séraphine, contenant environ 153 arpents en superficie, et connue et désignée comme étant le lot No 27 du 11^e Rang du cadastre officiel du canton de Kingsey—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Séraphine, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 20 août, 1925.
[Première publication, le 22 août, 1925]
4051-34-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } MAGLOIRE CÔTÉ,
No. 299. } plaintiff; vs EU-
CLIDE LAROCQUE, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the parish of Sainte Séraphine, containing about 153 arpents in superficies and known and designated as being the lot No 27 of the 11th range of the official plan and book of reference for the township of Kingsey—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Séraphine, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 20th of August, 1925.
(First publication, August 22, 1925)
4052-34-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } P. A. JUNEAU, deman-
No 3365. } deur; contre ZEPH-
PHIRIN AUDET dit LAPOINTE, défendeur.

Le lot numéro vingt-cinq (25) du cadastre officiel du canton Langevin, sixième rang, comté de Dorchester—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire dudit lot, la partie vendue à la Commission Scolaire de Sainte-Justine.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 5 septembre 1925.
[Première publication, 12 septembre 1925]
4341-37-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Québec.

Beauce, to wit: } P. A. JUNEAU, Plain-
No. 3665. } tiff; against ZEPHI-
RIN AUDET dit LAPOINTE, Defendant.

The lot of land number twenty five (25) of the official cadastre of the township of Langevin, sixth range, county of Dorchester—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from the said lot, the part sold to the School Commission of Sainte Justine.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Justine, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, September 5, 1925.
[First publication, September 12, 1925]
4342-37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DAME EMILIEENNE
No 8884. } DESRUISSEAU &
VIR, demanderesse; contre HONORE GUE-
NETTE, défendeur.

1. Une terre située à Saint-Benoit-Labre, Beauce, contenant deux arpents et quart ($2\frac{1}{4}$) de largeur sur vingt-huit (28) arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front au chemin public, en arrière au trait-carré; d'un côté à Ferdinand Lambert et de l'autre à Dame Alexandrine Boucher, épouse de Joseph Rancourt, connue au cadastre officiel du comté de Beauce, comme étant la demie sud du lot 25-A rang six, Shenley-Nord — circonstances et dépendances;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME EMILIEENNE DES-
No. 8884. } RUISSEAU & VIR;
plaintiff; against HONORE GUENETTE, de-
fendant.

1. A farm situate at Saint Benoit Labre, Beauce, containing two arpents and a quarter ($2\frac{1}{4}$) in width by twenty eight (28) arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear by the trait-carré, on one side by Ferdinand Lambert and on the other side by Dame Alexandrine Boucher, wife of Joseph Rancourt, known on the official cadastre of the county of Beauce, as being the south half of lot 25-A, range six, Shenley-North — circumstances and dependencies;

2. Une terre située à Saint-Benoit-Labre, Beauce, contenant deux arpents (2) de largeur sur vingt-huit (28) arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front au chemin public, en arrière au trait-carré, d'un côté à Honoré Guénette et de l'autre à Damase Lambert, connue au cadastre officiel du comté de Beauce comme étant la partie du lot No. 24-B, rang six, Shenley-Nord — bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit-Labre, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph, Beauce, 18 août, 1925.

[Première publication, le 22 août, 1925]
4017-34-2

2. A farm situate at Saint Benoit Labre, Beauce, containing two arpents (2) in width by twenty eight (28) arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear by the *trait-carré*, on one side by Honoré Guénette and on the other side by Damase Lambert, known on the official cadastre of the county of Beauce as being part of lot No. 24-B, range six, Shenley-North — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Benoit Labre, the TWENTY SIXTH day of SEPTEMBER next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, August, 18, 1925.

[First publication, August 22, 1925]
4018-34-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, } DAME ALBINA
Province de Québec, } AYETTE, de la
No 672. } paroisse de Saint-Valé-
rien-de-Milton, district de Bedford, veuve de feu
Eugène Labrèche, en son vivant notaire, du
même lieu, demanderesse; vs ANSELME BRIN,
ci-devant cultivateur, du canton de Roxton,
district de Bedford, et maintenant absent en
lieux inconnus, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain sis et situé en le canton de Roxton, sur le neuvième rang, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Roxton, comme étant les cinq arpents de la partie ouest du lot numéro cinq cent cinquante-trois (Ptie 553) sur toute la profondeur de ce lot, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées;

2. Certains terrains sis et situés en le canton de Roxton, sur le dixième rang, étant connus, les dits terrains, aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Roxton sous les numéros six cent quatre et six cent huit (604 et 608)—avec toutes les bâtisses y érigées;

3. Un autre terrain connu comme étant le lot numéro six cent soixante-six (666) dudit canton de Roxton.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Roxton, dans le district de Bedford, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE, 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, 8 septembre 1925. 4353-37-2

[Première publication, 12 septembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Bedford.

Canada, } LA CORPORATION
Province de Québec, } de la paroisse de
No 133. } Saint-Georges-de-Clarenceville, corps politique doué de la personnalité civile et ayant sa place d'affaires dans la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, dans le district de Bedford, demanderesse; vs DAME MARTHA WESTOVER, de Eden, dans l'état

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } DAME ALBINA
Province of Quebec, } AYETTE, of the
No. 672. } parish of Saint Valérien
of Milton, district of Bedford, widow of late
Eugène Labrèche, in his lifetime notary, of the
same place, Plaintiff; vs ANSELME BRIN,
heretofore farmer, of the township of Roxton,
district of Bedford, and now of parts unknown,
Defendant.

As belonging to the Defendant:

1. A lot of land lying and situate in the township of Roxton, in the ninth range, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Roxton, as being the five arpents of the west part of the lot number five hundred and fifty-three (Pt. 553) by all the depth of this lot, more or less—with the buildings thereon erected;

2. Certain lots of land lying and situate in the township of Roxton, in the tenth range, being known, the said lots of land, on the official plan and book of reference for the said township of Roxton, under numbers six hundred and four and six hundred and eight (604 & 608)—with all the buildings thereon erected.

3. Another lot of land known and designated as being the lot number six hundred and sixty six (666) of the said township of Roxton.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, in the district of Bedford, on the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.

Sweetsburg, September 8, 1925. 4354-37-2

[First publication, September 12, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Bedford.

Canada, } THE CORPORATION
Province of Quebec, } of the Parish of Saint
No. 133. } Georges of Clarenceville,
a body politic and corporate, having its head-
office in the parish of Saint Georges de Clarenceville, in the district of Bedford, Plaintiff; vs DAME MARTHA WESTOVER, of Eden, in the state of Vermont, one of the United States of

du Vermont, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse de David Limlan, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant à la défenderesse, Dame Martha Westover:

La partie nord des lots numéros deux cent soixante-douze (272) et deux cent quatre-vingt-douze (292), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, comté de Missisquoi, et décrite comme suit:

Bornée à l'est par le chemin public, au sud par le résidu desdits lots numéros 271 et 292, à l'ouest par le numéro 354 et au nord par les lots numéros 268 et 293, ladite partie desdits lots, telle que décrite, mesurant environ 18 perches de largeur sur environ 410 perches de longueur et contenant 45 acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, Que., 8 septembre 1925.

[Première publication, 12 septembre 1925]

4355—37-2

America, wife of David Limlan, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Defendants.

As belonging to Defendant Dame Martha Westover:

The north part of lots numbers two hundred and seventy two (272) and two hundred and ninety two (292) of the official cadastral plan, and in the Book of reference of the parish of Saint Georges de Clarenceville, county of Missisquoi, and described as follows:

Bounded on the east by the public road, south by the residue of said lots numbers 271 and 292, west by lot number 354, and north by lots numbers 268 and 293, said part of the two lots as described being about 18 rods in width, by about 410 rods in length, and containing 45 acres in superficies, more or less—with all buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Georges de Clarenceville, district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office.

Sheriff.

Sweetsburg, Que., September 8, 1925.

[First publication, September 12, 1925]

4356—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford,
Cour supérieure,
No 9946.

NEALAND T.
FRENCH, du
canton de Sutton,
dans le district de
Bedford, employé

de chemin de fer, demandeur; vs DAME MARY TAGAN, dudit canton de Sutton, veuve de feu John Gaines, de son vivant, cultivateur, du même lieu, défendeur; et N.-K. POTTER, adjudicataire.

Comme appartenant au défendeur:

Une certaine terre, formant un emplacement, située dans le canton de Sutton, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Sutton, comme étant les lots du cadastre numéros trois cent quatre-vingt (380) et trois cent quatre-vingt-quinze (395), contenant cent quarante-trois acres de terre, plus ou moins, de superficie—avec toutes les améliorations dessus érigées et construites.

Pour être vendue en bloc, comme un tout, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André-de-Sutton, au village de Sutton, dit district, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1925, à DIX heures du matin.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné, qui a eu lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André-de-Sutton, le troisième jour de novembre 1917, aura lieu de nouveau au même endroit, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

A la folle enchère de M. K. Potter, d'après jugement de l'honorable juge Hackett, en date du vingt-sixième jour d'août 1925.

Le shérif,

Bureau du shérif.

C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, 8 septembre 1925.

[Première publication, 12 septembre 1925]

4357—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford,
Superior Court,
No. 9946.

NEALAND T.
FRENCH, of
the township of
Sutton, in the district of Bedford,

railway employee, plaintiff; vs DAME MARY TAGAN, of the said township of Sutton, widow of the late John Gaines, in his lifetime, farmer, of the same place, defendant; and N. K. POTTER, adjudicataire.

As belonging to defendant:

"That certain farm, forming one emplacement, situated in the township of Sutton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Sutton, as cadastral lots numbers three hundred and eighty (380) and three hundred and ninety five (395), containing one hundred and forty three acres of land, more or less, in superficies—with all improvements thereon erected and made.

To be sold *en bloc*, as a whole, at the parochial church door of the parish of Saint André de Sutton, at the village of Sutton, said district, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

Notice is hereby given that the sale of the above described immovable, which took place at the parochial church door of the parish of Saint André de Sutton, on the 3rd day of November, 1917, will again take place, at the same place, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

For the false bidding of M. K. Potter, according to a judgment of the Honourable Justice Hackett, dated the twenty sixth day of August, 1925.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office.

Sheriff.

Sweetsburg, September 8th, 1925.

[First publication, September 12th, 1925]

4358—37-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **A** BEL COTÉ, cultivateur, de la paroisse de Saint-Honoré, demandeur; contre JOSEPH DUFOUR, fils d'Abel, ci-devant de la paroisse de Saint-Honoré, maintenant de Saint-Joseph-d'Alma, défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro soixante-dix (70) du dixième rang, au cadastre officiel du canton Tremblay—avec toutes bâtisses dessus construites et toutes dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Honoré, LUNDI, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 18 août, 1925.
[Première publication, le 22 août, 1925]
4029—34-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **A** BEL COTE, farmer, No. 9844. } of the parish of Saint Honoré, plaintiff; against JOSEPH DUFOUR, son of Abel, heretofore of the parish of Saint Honoré and now of Saint Joseph d'Alma, defendant.

A farm known and designated as being lot number seventy (70) of the tenth range, on the official cadastre of the township of Tremblay—with all the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Honoré, on MONDAY, the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ELZ. BOIVIN, Sheriff.
Chicoutimi, August 18, 1925.
[First publication, August 22, 1925]
4030—34-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } **B** ORROME GUERIN, commerçant de bois, de la cité de Québec, et JOSEPH-H. DUCHARME, commerçant de bois, de la paroisse de Saint-Eleuthère, tous deux faisant affaires ensemble dans la dite paroisse de Saint-Eleuthère sous le nom de Guérin & Ducharme, demandeurs; contre DORILLA FOSTER, de la municipalité de Saint-Pierre-d'Estcourt, comté de Témiscouata, défendeur; savoir:

Les droits indivis dudit défendeur Dorilla Foster, sur un terrain mesurant sur le chemin public une largeur de deux cents pieds et une largeur de cent quinze pieds dans l'arrière-ligne sur une profondeur de deux cent cinquante-cinq pieds, à partir du chemin public, le long de la ligne entre les numéros vingt et vingt et un; lequel terrain fait partie des lots vingt et un—six, vingt et un—et tout le vingt et un—sept (Nos 21-7, ptie. de 21-6 et partie de 21), du cadastre officiel du canton d'Estcourt, dans le premier rang; ledit terrain borné au nord-est par Romuald Nadeau, au sud-est par un chemin privé appartenant audit Romuald Nadeau, au sud-ouest par le chemin public et au nord-ouest par le lot numéro vingt—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Pierre-d'Estcourt, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 17 août 1925.
[Première publication, le 22 août 1925]
4021—34-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } **B** ORROME GUERIN, lumber merchant, of the city of Quebec, and JOSEPH H. DUCHARME, lumber merchant, of the parish of Saint Eleuthère, both carrying on business together in the said parish of Saint Eleuthère, under the name of "Guérin & Ducharme", plaintiffs; against DORILLA FOSTER, of the municipality of Saint Pierre d'Estcourt, county of Témiscouata, defendant, to wit:

The undivided rights of the said defendant Dorilla Foster upon a lot of land measuring on the public road a width of two hundred feet and a width of one hundred and fifteen feet in the rear line by a depth of two hundred and fifty five feet, commencing at the public road, along the line between numbers twenty and twenty one; which lot of land forms part of lots twenty one—six, twenty one and the whole of twenty one—seven (Nos. 21-7, Pt. of 21-6 and part of 21) of the official cadastre of the township of Estcourt, in the first range; the said lot of land bounded to the northeast by Romuald Nadeau, to the southeast by the private road belonging to the said Romuald Nadeau, to the southwest by the public road and to the northwest by the lot number twenty—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Pierre d'Estcourt, the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. O. GIRARD, Sheriff.
Rivière du Loup, August 17, 1925.
[First publication, August 22, 1925]
4022—34-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Beauce.

Montmagny, à savoir : } SALOMON JAR-
No 470. } JOUR, colporteur,

de Saint-Joseph-de-Beauce, demandeur; contre
JOSEPH GOUPIL, de Sainte-Sabine, comté de
Bellechasse, district de Montmagny, défendeur.

Deux lots de terre étant les lots numéros cinq
cent quarante-neuf (549) et cinq cent cinquante
(550) du cadastre officiel pour le treizième (13)
rang du canton Ware, paroisse de Sainte-
Sabine—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Sainte-Sabine, MARDI, le TREIZIÈME
jour du mois d'OCTOBRE prochain (1925), à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif. J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 7 septembre 1925. 4343—37-2
[Première publication, 12 septembre 1925]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit : } SALOMON JARJOUR,
No. 470. } peddler, of Saint

Joseph de Beauce, Plaintiff; against JOSEPH
GOUPIL, of Sainte Sabine, county of Belle-
chasse, district of Montmagny, Defendant.

Two lots of land being the lots numbers five
hundred and forty-nine (549) and five hundred
and fifty (550) of the official cadastre for the
thirteenth (13) range of the township of Ware,
parish of Sainte Sabine—circumstances and
dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of Sainte Sabine, on TUESDAY, the THIR-
TEENTH day of the month of OCTOBER next
(1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, September 7, 1925. 4344—37-2
[First publication, September 12, 1925]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } GEORGES MAZURIE,
No 2296. } demandeur; vs
MIKE KIMPEETSKY alias MAIKI KIM-
PICKU, défendeur.

Un certain terrain connu comme étant la sub-
division numéro 938 de la subdivision officielle du
lot numéro 188, aux plan et livre de renvoi offici-
els de la municipalité de la Côte de la Visitation,
dans le comté d'Hochelaga, faisant maintenant
partie de la cité de Montréal, ayant front sur
l'avenue Régina, le dit terrain contenant vingt-
cinq pieds de largeur par cent pieds de profon-
deur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZIÈME jour d'OCTO-
BRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 septembre 1925.
[Première publication, 12 septembre 1925]
4345—37-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } GEORGES MAZURIE,
No. 2296. } plaintiff; vs MIKE
KIMPEETSKY alias MAIKI KIMPICKU,
defendant.

That certain lot now known as subdivision
number 938 of the official subdivision of lot
number 188, on the official plan and book of refer-
ence for the municipality of Cote de la Visitation,
in the county of Hochelaga, now forming part of
the city of Montreal, fronting on Regina Avenue,
and consisting, the said lot, of twenty five feet in
width by one hundred feet in depth, English
measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of OCTOBER next,
at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 8, 1925.
[First publication, September 12, 1925]
4346—37-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JAMES BAILLIE, de-
No 1502. } mandeur; vs ALEXAN-
DRE-C. MCPHEE, JOHN-C. ROSS, JOHN-W.

MCPHEE, Dame FLORA-C. MCPHEE, fille
majeure, Dame LAVINIA CARHART, épouse
séparée de biens dudit Aevandre-C. McPhee et
son mari pour autoriser sadite épouse; Dame
HANNAH DYNES, épouse séparée de biens
dudit John-W. McPhee et ce dernier tant per-
sonnellement pour fin d'autoriser sadite épouse,
ledit Alexandre-C. McPhee, en sa qualité de
tuteur à ses enfants mineurs, COLIN MCPHEE
et DOUGLAS MCPHEE, tous de la cité de To-
ronto, dans la province d'Ontario, GERMAIN
BERIAU, de la cité de Montréal, comptable,
en sa qualité de curateur à la substitution créée
par le testament de feu Colin Campbell McPhee,
et WALTER-L. SCOTT, de la cité de Mont-
réal, comptable, en sa qualité de tuteur *ad hoc*

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JAMES BAILLIE, plain-
No. 1502. } tiff; against ALEXAN-
DER C. MCPHEE, JOHN C. ROSS, JOHN W.

MCPHEE, Dame FLORA C. MCPHEE, spins-
ter, Dame LAVINIA CARHART, wife separate
as to property of the said Alexander C. McPhee
and her husband to authorize his said wife,
Dame HANNAH DYNES, wife separate as to
property of the said John W. McPhee, and the
latter as well personally as for the purpose of
authorizing his said wife, the said Alexander C.
McPhee, in his quality of tutor to his minor
children, COLIN MCPHEE and DOUGLAS
MCPHEE, all of the city of Toronto, in the
province of Ontario; GERMAIN BERIAU, of
the city of Montreal, accountant, in his quality
of curator to the substitution created by the
last will and testament of the late Colin
Campbell McPhee, and WALTER L. SCOTT, of

auxdits Colin McPhee et Douglas McPhee, enfants mineurs issus du mariage dudit Alexandre C. McPhee et de son épouse Lavinia Carhart, défendeurs.

Douze lots de terre situés en cette partie de la cité de Montréal, ci-devant connue comme étant le village de la Côte-des-Neiges, ayant front sur l'avenue Grosvenor, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, et désignés comme suit :

1. Un lot de terre composé de la re-subdivision No 1 de la subdivision No 60, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la re-subdivision No 2 de la subdivision No 135 du lot No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

2. Un lot de terre composé de la re-subdivision No 2 de la subdivision No 60, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la re-subdivision No 1 de la subdivision No 135, aux plan de subdivision et livre de renvoi officiel du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

3. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 51, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 3 de la subdivision No 134, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

4. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 61, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 134, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

5. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 3 de la subdivision No 61, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 134, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

6. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 62, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 133, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

7. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 62, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 133, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

the city of Montreal, accountant, in his quality of tutor *ad hoc* to the said Colin McPhee and Douglass McPhee, minor children issued of the marriage of the said Alexander C. McPhee and of his wife Lavinia Carhart, defendants.

Twelve lots of land situate in that part of the city of Montreal formerly known as the Village of Côte des Neiges, fronting on Grosvenor Ave., Notre Dame de Graces Ward, and described as follows:

1. A lot of land composed of resubdivision No. 1 of subdivision No. 60, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 2 of subdivision No. 135 of lot 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

2. A lot of land composed of resubdivision No. 2 of subdivision No 60, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 1 of subdivision No. 135, on the subdivision plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

3. A lot of land composed of resubdivision No. 1 of subdivision No. 51, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 3 of subdivision No. 134, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

4. A lot of land composed of resubdivision No. 2 of subdivision No. 61, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 2 of subdivision No. 134, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

5. A lot of land composed of resubdivision No. 3 of subdivision No. 61, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges, and resubdivision No. 1 of subdivision No. 134, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

6. A lot of land composed of resubdivision No. 1 of subdivision No. 62, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 2 of subdivision No. 133, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

7. A lot of land composed of resubdivision No. 2 of subdivision No. 62, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 1 of subdivision No. 133, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

8. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 3 de la subdivision No 63, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 3 de la subdivision No 132, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

9. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 63, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 132, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

10. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 63, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 132, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges;

11. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 64, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 131, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges.

12. Un lot de terre composé de la ré-subdivision No 2 de la subdivision No 64, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 152, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges; et de la ré-subdivision No 1 de la subdivision No 131, au plan de subdivision du lot connu et désigné sous le No 151, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 18 août, 1925.

[Première publication, le 22 août, 1925]

4055-34-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montreal, à savoir: } MARTIN LAGASSÉ,
No 1458. } demandeur; vs HENRI BAILLARGEON, es-qualité de tuteur de ses trois filles, défendeur.

Le quart indivis d'une propriété située à Montréal et bornée en front par la rue Cardinal et portant le numéro quatre cent soixante-dix, de la subdivision du lot originaire trois mille neuf cent trente (3930-470), sur les plans et au livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

8. A lot of land composed of resubdivision No. 3 of subdivision No. 63, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 3 of subdivision No. 132, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

9. A lot of land composed of resubdivision No. 2 of subdivision No. 63, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 2 of subdivision No. 132, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

10. A lot of land composed of resubdivision No. 1 of subdivision No. 63, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 1 of subdivision No. 132, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

11. A lot of land composed of resubdivision No. 1 of subdivision No. 64, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 2 of subdivision No. 131, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges;

12. A lot of land composed of resubdivision No. 2 of subdivision No. 64, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 152, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges; and resubdivision No. 1 of subdivision No. 131, on the subdivision plan of the lot known and designated by the No. 151, on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote des Neiges.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, August 18th., 1925.

[First publication, August 22, 1925]

4056-34-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MARTIN LAGASSÉ,
No. 1458. } plaintiff; vs HENRI BAILLARGEON, es-quality of tutor to his three daughters, defendant.

The undivided one-fourth of a property situate at Montreal and bounded in front by Cardinal Street and bearing the number four hundred and seventy of the subdivision of original lot three thousand nine hundred and thirty (3930-470), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less — with buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE, prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 août, 1925.
[Première publication, le 22 août, 1925]
4053—34-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal August 18, 1925.
[First publication, August 22, 1925]
4054—34-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, }
District de Nicolet, } ESDRAS POISSON, de-
No 196. } mandeur; vs HENRI
FLEURENT, défendeur.

Une terre de figure irrégulière, contenant deux arpents de front au chemin public et cinq arpents moins vingt et un pieds anglais de largeur à la profondeur sur trente arpents de profondeur, formant cent trois arpents en superficie, plus ou moins, et comprenant, la dite terre, les deux arpents sud-est du lot numéro neuf cent six, et de plus la pointe de terre qui se trouve à rester de surplus sur la superficie indiquée au cadastre: laquelle terre est le résidu sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf cent six (ptie S.-E. 906), aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet (Div. No 1) pour la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comprenant partie de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, dans la partie subdivisée du dixième rang de Levrard, et bornée en front au nord-est par le chemin public, en profondeur par le lot huit cent deux, d'un côté au sud-est par Wilfrid Provencher et de l'autre côté au nord-ouest par Henri Raymond—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), comté et district de Nicolet, le SIXIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 31 août 1925.
[Première publication, 5 septembre 1925]
4253—36-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, }
District de Pontiac, } MICHAEL M c -
No 2623. } CRANK, deman-
deur; vs PETER DU-
FAULT, défendeur.

Tout ce lopin ou morceau de terre sis et situé dans le canton Litchfield, dans le comté de Pontiac, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton comme étant le lot numéro vingt-B, (20-B) dans le huitième rang (8-R.) du susdit Litchfield—avec ensemble les bâtisses sus érigées et les dépendances.

Pour être vendu au bureau du registraire pour le comté de Pontiac, dans le village de

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, }
District of Nicolet, } ESDRAS POISSON,
No. 196. } plaintiff; vs HENRI
FLEURENT, defend-
ant.

A tract of land of irregular figure, containing two arpents in front on the public road and five arpents less twenty one feet, English measure, in width in rear, by thirty arpents in depth, forming one hundred and three arpents in superficies, more or less, and comprising, the said tract of land, the southeast two arpents of lot number nine hundred and six, together with the point of land in excess of the area shown on the cadastre; which tract of land is the southeast residue of the lot of land known and designated under number nine hundred and six (S.-E. Pt. 906), on the official plan and book of reference of the county of Nicolet (Div. No. 1), for the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising part of the parish of Saint Joseph de Blandford, in the subdivided part of the tenth range of Levrard, and bounded in front to the northeast by the public road, in depth by lot eight hundred and two, on one side to the southeast by Wilfrid Provencher, and on the other side to the northwest by Henri Raymond—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Joseph de Blandford (Manseau), county and district of Nicolet, the SIXTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, August 31, 1925.
[First publication, September 5, 1925]
4254—36-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Pontiac, } MICHAEL M c -
No. 2623. } CRANK, plaintiff;
vs PETER DUFAULT, defendant.

All that parcel or tract of land lying and being in the Township of Litchfield, in the County of Pontiac, and there known and described according to the official plan and book of reference for the said Township as lot number twenty B. (20B,) in the eighth range (8 R.) of the aforesaid Township of Litchfield—together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the Registrar's office for the County of Pontiac, in the village of Bryson, on the

Bryson, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 15 août 1925. 4023—34-2
[Première publication, le 22 août 1925]

TWENTY NINTH day of SEPTEMBER 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., August 15, 1925. 4024—34-2
[First publication, August 22, 1925]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } OVIDE MAYRAND, de
No 979. } la cité de Québec;
contre B.-HONORÉ ROMPRÉ, du village de
Montauban, à savoir:

Partie du lot No 37 (trente-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une étendue de terrain située dans le premier rang du canton Montauban, dans la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, contenant une largeur de quatre acres sur une longueur d'au moins quinze arpents; bornée au bout sud-ouest au premier rang Price, du côté nord-ouest au lot No 38, du côté sud-est au lot No 36 et au bout nord-est au résidu du terrain appartenant au vendeur; la ligne nord-est du dit terrain sus-vendu sera fixée à une petite coulée qu'il y a dans les alentours, si cette coulée se trouve à au moins quinze arpents du dit rang Price—circonstances et dépendances. A distraire un vingtième indivis vendu par le Conseil de comté, pour taxes.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 9 septembre 1925.
[Première publication, 12 septembre 1925]
[Deuxième publication, 26 septembre 1925]
4351—37-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } MARIE MILHOMME, de
No 97. } la cité de Québec,
épouse autrefois commune en biens de Alphonse Daigle, et maintenant séparée de biens par le jugement en cette cause; contre ALPHONSE DAIGLE, charretier, de la cité de Québec, et EDMOND DECHENE, du même lieu, mis-en-cause.

Les subdivisions Nos 33 et 34 (trente-trois et trente-quatre) du lot No 2341-D (deux mille trois cent quarante et un-D) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, étant des emplacements situés sur la rue Saint-Bernard, —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujettes à une rente foncière annuelle de \$8.00 sur chaque subdivision, payable chaque année à la succession Tourangeau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 19 août, 1925.
[Première publication, le 22 août, 1925]
4025—34-2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } OVIDE MAYRAND, of
No. 979. } the city of Quebec;
against B. HONORE ROMPRE, of the village of
Montauban, to wit:

Part of lot No. 37 (thirty seven) of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a tract of land situate in the first range of the township of Montauban, in the parish of Notre Dame des Anges, containing four acres in width by a length of about fifteen arpents; bounded at the southwest end by the first Price Range, on the northwest side by lot No. 38, on the southeast side by lot No. 36, and at the northeast end by the residue of the land belonging to the vendor; the northeast line of the said land to be fixed at a small coulée situated in the neighbourhood, if such coulée is at a distance of at least fifteen arpents of the said Price range—circumstances and dependencies. To be deducted an undivided twentieth part sold by the county council, for taxes.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, September 9, 1925.
[First publication, September 12, 1925]
[Second publication, September 26, 1925]
4352—37-2

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } MARIE MILHOMME, of
No. 97. } the city of Quebec, formerly wife common as to property and now wife separate as to property, by judgment in this cause, of Alphonse Daigle; against ALPHONSE DAIGLE, carter, of the city of Quebec, and EDMOND DECHENE, of the same place, mis-en-cause.

The subdivisions Nos. 33 and 34 (thirty-three and thirty-four) of the lot No. 2341-D (two thousand three hundred and forty-one D) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, being emplacements situate on Saint Bernard Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.—Subject to an annual ground-rent of \$8.00 on each subdivision, payable each year to the Tourangeau Estate.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, August 19, 1925.
[First publication, August 22, 1925]
4026—34-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu. } **GASTON ALLARD,**
No 7320. } avocat, de la ville
de Berthier, district de
Joliette, demandeur; vs **REMI TRANCHE-**
MONTAGNE, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Viateur, district de Joliette, défendeur, à
savoir:

1. Un terrain de forme irrégulière, borné au nord par les Nos 21 et 23, au sud par le fleuve Saint-Laurent, à l'est par le nord, à l'ouest, par le No 6, contenant en superficie dix-huit arpents et vingt-sept perches, connu comme étant le numéro cinq (5) des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Cuthbert, comté de Berthier.

2. Un terrain de forme irrégulière, borné au nord par le No 20, au sud par le fleuve Saint-Laurent, à l'est par le No 5, à l'ouest par le No 7, contenant en superficie sept arpents et quatre-vingt-quinze perches, connu comme étant le numéro six (6) desdits plan et livre de renvoi officiels.

Les deux terrains avec bâtisses dessus construites.

Le tout pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cuthbert, **MERCREDI**, le **QUATORZIÈME** jour du mois d'**OCTOBRE** prochain (1925), à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **MICHEL SAINT-GERMAIN**
Sorel, 2 septembre, 1925. 4347—37-2

[Première publication, 12 septembre 1925]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **L'ALLIANCE NA-**
District de Montréal, } **TIONALE,** une
No 3203. } corporation légalement
constituée ayant son siège social dans les cité et
district de Montréal, demanderesse; vs **JOSEPH,**
EDMOND BEAUBIEN, de Sorel, district de
Richelieu, à savoir:

1. Un emplacement ayant front sur la rue Charlotte, en la cité de Sorel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Sorel, comme étant partie du lot numéro sept cent onze (711), comprenant une lisière de terre sur la partie est du dit numéro attenant le lot numéro sept cent douze, de six pouces de front par cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et comme étant tout le lot numéro sept cent douze (712), et connu comme étant partie du lot numéro sept cent dix-neuf (719), comprenant une lisière de terre contiguë au lot numéro sept cent douze (pt. No. 711, No 712 et pt. No 719); tenant en front le dit terrain à la dite rue Charlotte, d'un côté à l'est à autre partie du dit lot numéro sept cent dix-neuf, l'emplacement du Palais de Justice; en profondeur, ou au sud, à une autre partie du dit lot numéro sept cent dix-neuf (719), l'emplacement du palais de Justice, et à partie du lot numéro sept cent treize, la propriété de Tanerède Prud'homme; et de l'autre côté à l'ouest au résidu du dit lot numéro 711, la propriété de Madame Olive Beauchemin, épouse de Sieur Alfred Guevremont, ou représentants—avec les bâtisses y érigées; à distraire cependant du susdit emplacement les parties des mêmes lots, le tout tel

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **GASTON ALLARD,**
District of Richelieu. } advocate, of the
No. 7320. } town of Berthier, dis-
trict of Joliette, Plaintiff; vs **REMI TRANCHE-**
MONTAGNE, farmer, of the parish of Saint
Viateur, district of Joliette, defendant, to wit:

1. A lot of land of irregular figure, bounded to the north by Nos. 21 and 23, to the south by the Saint Lawrence river, to the east by the north, to the west by No. 6, containing in superficies eighteen arpents and twenty seven perches, known as being number five (5) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Cuthbert, county of Berthier.

2. A lot of land of irregular figure, bounded to the north by No. 20, to the south by the Saint Lawrence river, to the east by No. 5, to the west by No. 7, containing in superficies seven arpents and ninety five perches, known as being number six (6) on the said official plan and book of reference.

The two lots of land with the buildings thereon erected.

The whole to be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Saint Cuthbert, on **WEDNESDAY**, the **FOURTEENTH** day of the month of **OCTOBER** next (1925), at **TWO** o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,

Sheriff's office. Sheriff.

Sorel, September 2, 1925. 4348—37-2

[First publication, September 12, 1925]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **L'ALLIANCE NA-**
District of Montreal, } **TIONALE,** a body
No. 3203. } politic and corporate hav-
ing its principal place of business in the
city and district of Montreal, plaintiff; vs
JOSEPH EDMOND BEAUBIEN, of Sorel,
district of Richelieu, to wit:

1. An emplacement fronting on Charlotte Street, in the city of Sorel, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Sorel, as being part of lot number seven hundred and eleven (711), composed of a strip of land on the east part of the said number adjoining lot number seven hundred and twelve, of six inches in front by one hundred and thirty two feet in depth, English measure and more or less, and as being the whole of lot number seven hundred and twelve (712), and known as being part of lot number seven hundred and nineteen (719), comprising a strip of land contiguous to lot number seven hundred and twelve (pt. No. 711, No. 712, and pt. No 719); the said land bounded in front by the said Charlotte Street, on one side to the east by another part of said lot number seven hundred and nineteen, the emplacement of the Court House; in depth, or to the south by another part of said lot number seven hundred and nineteen (719), the emplacement of the Court House, and by part of lot number seven hundred and thirteen, the property of Tanerède Prud'homme; and on the other side to the west by the residue of said lot number No. 711, the property of Dame Olive Beauchemin, wife of Mr. Alfred Guevremont, or representatives — with the

que relaté aux termes du contrat de vente consenti par le dit J.-Edmond Beaubien à P.-J. Arthur Cardin, le 21 octobre 1922, devant J.-Wilfrid Martel, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Richelieu sous le No 61,979.

2. Un emplacement ayant front sur ladite rue Charlotte, en la cité de Sorel, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix (790), sur les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel—avec bâtisses y érigées et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la cité de Sorel, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent vingt-cinq (1925), à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif,
Sorel, 18 août 1925.

4057—34-2

[Première publication, le 22 août 1925]

buildings thereon erected; to be deducted however from the aforesaid emplacement the parts of same lots, the whole as set forth in a deed of sale consented by the said J. Edmond Beaubien to P. J. Arthur Cardin, the 21st of October, 1922, before J. Wilfrid Martel, notary, and registered at the registry office of Richelieu under No. 61, 979.

2. An emplacement fronting on the said Charlotte Street, in the city of Sorel, known and designated as being lot number seven hundred and ninety (790), on the official plan and book of reference of the town of Sorel—with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Sorel, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and twenty five (1925), at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office,

Sheriff.

Sorel, August 18, 1925.

4058—34-2

[First publication, August 22, 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } D A M E MARIE-
District de Roberval. } EMEZILIA GA-
No 3084. } GNON, épouse contractuellement séparée de biens de Thomas-Louis Collard, de Saint-Joseph-d'Alma, y faisant commerce sous la raison sociale de "Thomas-Louis Collard & Cie" et le dit THOMAS-LOUIS COLLARD pour assister et autoriser sa dite épouse, demanderesse; vs EUTROPE SAINT-PIERRE, du Lac Bouchette, et JOSEPH SAINT-PIERRE, forgeron, de Saint-Henri-de-Taillon, et al, défendeurs, et ARMAND BOILY, de Roberval, avocat, procureur distrayant.

Contre les biens immobiliers de Joseph Saint-Pierre, forgeron, de Saint-Henri-de-Taillon, dit défendeur.

Avis public est par le présent donné que les immeubles annoncés pour être vendus en cette cause, mardi, le dixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux, à deux heures et trente de l'après-midi, à l'endroit ci-dessous désigné, que la vente aura maintenant lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, MERCREDI, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE courant, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

GEO. LEVESQUE.

Roberval, 5 septembre 1925.

[Première publication, 12 septembre 1925]

4349

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } D A M E MARIE-
District of Roberval. } EMEZILIA GA-
No. 3084. } GNON, wife contractually separated as to property of Thomas Louis Collard, of Saint Joseph d'Alma, carrying on business under the firm name and style of "Thomas Louis Collard & Cie", and the said THOMAS LOUIS COLLARD, to assist and authorize his said wife, plaintiff; vs EUTROPE SAINT PIERRE, of the Lake Bouchette, and JOSEPH SAINT PIERRE, blacksmith, of Saint Henri de Taillon, et al, defendants, and ARMAND BOILY, of Roberval, advocate, *procureur-distrayant*.

Against the immovables of Joseph Saint Pierre, blacksmith, of Saint Henri de Taillon, said defendant.

Public notice is hereby given that the immovables formerly announced to be sold in this cause, Tuesday, the tenth day of October one thousand nine hundred and twenty two, at half past two o'clock in the afternoon, at the place hereunder designated, will now be sold at the door of the church of the parish of Saint Henri de Taillon, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER instant, at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office.

Sheriff.

Roberval, September 5, 1925.

[First publication, September 12, 1925]

4350

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } ALPHONSE GUAY, de
No 4262. } la cité de Montréal,
cordonnier, demandeur; vs PHILIAS BOULIANE, de La-Malbaie, défendeur.

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } ALPHONSE GUAY, of
No. 4262. } the city of Montreal,
shoemaker, Plaintiff; vs PHILIAS BOULIANE, of La Malbaie, Defendant.

Une certaine propriété contenant 130 arpents plus ou moins, bornée en front, partie au chemin public, partie du terrain du Palais de justice et partie au terrain restant à Dame Mila Cimon; au nord, au terrain appartenant alors à Ephrem Bouchard, au sud, au terrain appartenant à J.-T. Bonner et au cimetière; le tout étant partie du lot No 113 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne de La-Malbaie—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, à La-Malbaie, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Malbaie, 9 septembre 1925. ELIE MALTAIS,
[Première publication, 12 septembre 1925]

A certain property containing 130 arpents, more or less, bounded in front partly by the public road, partly by the property of the Court House and partly by the residue of land belonging to Dame Mila Cimon; to the north by the land then belonging to Ephrem Bouchard, to the south by the land belonging to J. T. Bonner and by the cemetery; the whole being part of lot No. 113 of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, at La Malbaie, the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ELIE MALTAIS,
Malbaie, September 9, 1925. Sheriff.
[First publication, September 12, 1925]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 897. } DORIA SAINT-JAMES, militaire, de la cité et du district de Montréal, demandeur: contre ANGUS GILLIS BEARD, contracteur, de la ville de Scotstown, district de Saint-François, Province de Québec, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

1. Certains lots sis et situés en la ville de Scotstown, district de Saint-François, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville comme étant le lot No 303;

2. La partie nord de la moitié nord des lots Nos 299 et 300, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Scotstown, district de Saint-François, les parties nord des dits lots bornées à l'est, et en front par le chemin Ditton, au nord sur un côté, par les lots Nos 298 et 301, la propriété de Calixte Hébert, à l'ouest, en arrière, par le dit lot No 305, et au sud de l'autre côté par partie des dits lots Nos 299 et 300 occupés par Willie Roy et appartenant à Georges Clément;

3. Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Scotstown, district de Saint-François, comme étant le lot No 289 de la dite ville de Scotstown, district de Saint-François;

4. Un autre lot de terre sis et situé dans la ville de Scotstown, district de Saint-François, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot No 276, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Scotstown, district de Saint-François, et contenant environ un quart d'arpent de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Scotstown, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE (1925), à DEUX heures de l'après-midi. (Heure solaire).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, 17 août, 1925. C.-E. THERRIEN.
[Première publication, le 22 août, 1925]
4027—34-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

No. 897. } DORIA SAINT JAMES, soldier, of the city and district of Montreal, plaintiff; against ANGUS GILLIS BEARD, contractor, of the town of Scotstown, district of Saint Francis, Province of Quebec, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. Those certain lots lying and situate in the town of Scotstown, district of Saint Francis, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said town as being lot No. 303;

2. The north part of the north half of lots Nos. 299 and 300, on the official plan and book of reference of the said town of Scotstown, district of Saint Francis, the north parts of said lots bounded to the east and in front by Ditton road, to the north on one side by lots Nos. 298 and 301, the property of Calixte Hébert, to the west, in rear, by the said lot No. 305, and on the south on the other side by part of said lots Nos. 299 and 300 occupied by Willie Roy and belonging to Georges Clément;

3. A lot of land known and designated on said plan and book of reference of the town of Scotstown, district of Saint Francis, as being lot No. 289 of the said town of Scotstown, district of Saint Francis;

4. Another lot of land lying and situate in the town of Scotstown, district of Saint Francis, and known and designated on the official plan and book of reference as being lot No. 276, on the official cadastral plan and book of reference of the town of Scotstown, district of Saint Francis, and containing about one quarter of one arpent of land in superficies, more or less—with all the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Paul de Scotstown, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER, (1925), at TWO o'clock in the afternoon. (Standard Time).

Sheriff's office, C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, August 17, 1925. Sheriff
[First publication, August 22, 1925]
4028—34-2

Avis divers

Miscellaneous Notices

AMULET GOLD MINES, LIMITED.

REGLEMENT NO 54

Règlement pour augmenter le nombre des administrateurs de la compagnie.

Qu'il soit décrété par les administrateurs de la compagnie "Amulet Gold Mines, Limited", (libre de responsabilité personnelle), comme suit:

1. Que le nombre des administrateurs de la compagnie soit par les présentes augmenté de cinq à sept;

2. Que le conseil d'administration pourra de temps à autre, entre la confirmation de ces règlements et la prochaine assemblée annuelle, élire au conseil des actionnaires qualifiés de la compagnie, jusqu'à l'élection d'un nombre suffisant pour compléter le conseil, en plus des administrateurs actuels;

3. Les affaires de la compagnie seront administrées par le présent conseil d'administration, et les actionnaires élus de temps à autre par eux comme administrateurs, jusqu'à ce que le conseil soit au complet;

4. Le règlement No 10 de la compagnie est par les présentes amendé en y retranchant le mot "cinq" et en y substituant le mot "sept", de façon à ce que ledit règlement ainsi amendé se lise comme suit:

REGLEMENT NO 10

Un conseil de sept administrateurs sera élu à l'assemblée annuelle et restera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle ou jusqu'à l'élection et la qualification de leurs successeurs.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Amulet Gold Mines, Limited", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus est une copie exacte du règlement No 54 de la compagnie, décrété par les administrateurs de la compagnie à une assemblée tenue le 9 juin 1925, et que ledit règlement a été dûment approuvé par les actionnaires de la compagnie, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue à cette fin, le 29 juin 1925, et qu'à cette assemblée les actionnaires présents en personne ou par procuration, représentaient 1,485,050 actions du capital-actions de la compagnie, et que ledit règlement a été dûment approuvé par le vote unanime de tous les actionnaires présents en personne ou par procuration à telle assemblée, et qui représentaient plus des deux-tiers en valeur du capital souscrit et émis de ladite compagnie.

Montréal, 8 septembre 1925.

Le secrétaire,

4361

A. BRODEUR.

AMULET GOLD MINES, LIMITED.

BY-LAW NO. 54.

A by-law to increase the number of directors of the company:

Be it enacted by the directors of "Amulet Gold Mines, Limited", (no personal liability), as follows:

1. That the number of directors of the company is hereby increased from five to seven;

2. That the board of directors may from time to time, between the confirmation of this by-law and the next annual meeting, elect to the board qualified shareholders of the company, until there shall have been elected, in addition to the present directors, a sufficient number to make a full board;

3. That until a full board is elected, the present board of directors, and the shareholders from time to time elected by them as directors, shall manage the affairs of the company;

4. That by-law No. 10 of the company is hereby amended by deleting therefrom the word "five" and substituting therefor the word "seven" in such manner that the said by-law as amended shall read as follows:

BY-LAW NO. 10.

A board of seven directors shall be elected at the annual meeting, and shall hold office until the next annual meeting, or thereafter until their successors are elected and qualified.

I, the undersigned, secretary of "Amulet Gold Mines, Limited", hereby certify that the foregoing is a true and exact copy of by-law No. 54 of the company, enacted by the directors of the company at a meeting held on the 9th day of June, 1925, and that the same has been duly approved by the shareholders of the company at a special general meeting, duly called and held for the purpose on the 29th day of June, 1925, and that at such meeting there were present in person or by proxy shareholders representing 1,485,050 shares of the capital stock of the company, and that the said by-law was duly approved by the unanimous votes of all of the shareholders personally present or represented at such meeting, and representing more than two-thirds in value of the subscribed and issued capital stock of the said company.

Montreal, September 8th, 1925.

A. BRODEUR,

Secretary.

4362

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de: Adélar Lamothe, Longueuil, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE 1925, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 4 a, b, c et e de l'article 20 de la Loi de faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, l'immeuble suivant:

In the matter of: Adélar Lamothe, Longueuil, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight saving time), there will be sold by public auction, and pursuant to paragraph 4 a, b, c and e of article 20 of the Bankruptcy Act, at the office of the sheriff of the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, the following immovable:

Deux lots de terre situés sur la 3ième Avenue, à Rosemont, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les Nos 1415 et 1416 de la subdivision du lot originaire No 172, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec bâtisses.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la Loi de faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, 9 septembre 1925.

Le syndic,

4359—37-2 WILFRID DAMPHOUSSE.

Two lots of land situate on 3rd Avenue, at Rosemont, in the city of Montreal, known and designated as being the Nos. 1415 and 1416 of the subdivision of original lot No. 172, on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon.

The adjudication will be made to the highest bidder and the price of sale will be payable cash.

This sale, made pursuant to the Bankruptcy Act as aforesaid, has the same effect as a sheriff's sale.

Montreal, September 9th, 1925.

WILFRID DAMPHOUSSE,

4360—37-2 Trustee.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Boulianne vs Tremblay.....	2901
" Bouthillier vs Brosseau.....	2902
" Bracelet vs Gareau.....	2902
" Buzzi vs Grenout dit Deleglise.....	2901
" Daigle vs Marois.....	2901
" Dery vs Ouellet.....	2901
" Dumais vs Fortin.....	2902
" Fortin vs Potvin.....	2901
" Lavoie vs Cantin.....	2902
" Primeau vs Lemieux.....	2903
" Schachet vs Cohen.....	2902
" Thémens vs Dufresne.....	2902

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 2875

ASSEMBLÉE:—

Household Specialties, Limited.....	2903
Montreal Tramways Company.....	2903
North Railway Company.....	2903

ASSURANCES:—

Anita Garibaldi Mutual Benefit Association.....	2898
Diaz Dell-Ordine Figli D'Italia Mutual Benefit Assoc.....	2896
Giuseppe Mazzini Mutual Benefit Association.....	2898
La Cie d'Ass. Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic.....	2896
La Concorde des Filles d'Italie au Canada.....	2896
Ladies Concord Mutual Benefit Association.....	2899
Piave Mutual Benefit Association.....	2899
Principe De Piemonte Mutual Benefit Association.....	2900
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.....	2897
Société de Secours Mutuels Dante Aligheri.....	2897
Vittorio Veneto Mutual Benefit Association.....	2897

AVIS DIVERS:—

Amulet Gold Mines, Ltd.....	2929
Munich, Adhémar-Gaston.....	2904
Redfern Lumber Company.....	2904

BUREAU-CHEF:—

The Farm Investment Co., Ltd.....	2904
-----------------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No 37

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Boulianne vs Tremblay.....	2901
" Bouthillier vs Brosseau.....	2902
" Bracelet vs Gareau.....	2902
" Buzzi vs Grenout dit Deleglise.....	2901
" Daigle vs Marois.....	2901
" Dery vs Ouellet.....	2901
" Dumais vs Fortin.....	2902
" Fortin vs Potvin.....	2901
" Lavoie vs Cantin.....	2902
" Primeau vs Lemieux.....	2903
" Schachet vs Cohen.....	2902
" Thémens vs Dufresne.....	2902

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 2875

MEETING:—

Household Specialties, Limited.....	2903
Montreal Tramways Company.....	2903
North Railway Company.....	2903

INSURANCES:—

Anita Garibaldi Mutual Benefit Association.....	2898
Diaz Dell-Ordine Figli D'Italia Mutual Benefit Assoc.....	2896
Giuseppe Mazzini Mutual Benefit Association.....	2898
La Cie d'Ass. Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic.....	2896
La Concorde des Filles d'Italie au Canada.....	2896
Ladies Concord Mutual Benefit Association.....	2899
Piave Mutual Benefit Association.....	2899
Principe De Piemonte Mutual Benefit Association.....	2900
Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.....	2897
Société de Secours Mutuels Dante Aligheri.....	2897
Vittorio Veneto Mutual Benefit Association.....	2897

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Amulet Gold Mines, Ltd.....	2929
Munich, Adhémar-Gaston.....	2904
Redfern Lumber Company.....	2904

CHIEF-OFFICE:—

The Farm Investment Co., Ltd.....	2904
-----------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire Montpellier.....	2900	School Municipality Montpellier.....	2000
Municipalité scolaire Sainte-Monique-de-Honfleur.....	2900	School municipality Sainte-Monique-de-Honfleur.....	2900
Municipalité scolaire Thetford-Mines..	2900	School Municipality Thetford-Mines....	2900

LETTRES PATENTES:—

Co-Operative Motors, Ltd.....	2876
Destor Mining Syndicate, Ltd.....	2878
La Cie Larouche, Limitée.....	2879
Living Room Furniture Manufacturers, Ltd.....	2881
National Cement Co. (La Cie de Ciment Nationale).....	2885
P. F. Juneau, limitée.....	2889
The Chefallonia Protective Society (Enosis) of Montreal, Inc.....	2889
Thrift Stores, Limited.....	2891
Vimy Sweets, Limited.....	2893

LETTERS PATENT:—

Co-Operative Motors, Ltd.....	2876
Destor Mining Syndicate, Ltd.....	2878
La Cie Larouche, Limitée.....	2879
Living Room Furniture Manufacturers, Ltd.....	2881
National Cement Co. (La Cie de Ciment Nationale).....	2885
P. F. Juneau, limitée.....	2889
The Chefallonia Protective Society (Enosis) of Montreal, Inc.....	2889
Thrift Stores, Limited.....	2891
Vimy Sweets, Limited.....	2893

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Manufacturers and Converters, Incorporated.....	2895
National Cement Co. (La Cie de Ciment Nationale).....	2895

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Manufacturers and Converters, Incorporated.....	2895
National Cement Co. (La Cie de Ciment Nationale).....	2895

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Le Crédit Industriel, Ltée, Québec.....	2905
---	------

WINDING UP NOTICE:—

Le Crédit Industriel, Ltée, Québec.....	2905
---	------

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	2876
----------------------------	------

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	2876
---------------------------	------

ORDRE DE COUR:—

Therrien vs Lupien <i>et al.</i>	2905
--	------

RULE OF COURT:—

Therrien vs Lupien <i>et al.</i>	2905
--	------

RATIFICATION DE TITRE:—

Desbois, Aimé.....	2908
Roy, Elzéar.....	2905
Senay, L.-P.....	2906
Tétrecault, H.-C.....	2907

CONFIRMATION OF TITLE:—

Desbois, Aimé.....	2908
Roy, Elzéar.....	2905
Senay, L.-P.....	2906
Tétrecault, H.-C.....	2907

SOUMISSION:—

Cité de Grand'Mère.....	2908
-------------------------	------

TENDERS:—

City of Grand'Mere.....	2908
-------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bélanger, J.-A.....	2910
Delorme, Henri.....	2909
Lamothe, Adélard.....	2929
Martel, Gérard.....	2911
Nolin, David.....	2912
Pouliot, J.-O.....	2912
Pronovost, Emile.....	2913
Thibault, H.....	2911

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bélanger, J.-A.....	2910
Delorme, Henri.....	2909
Lamothe, Adélard.....	2929
Martel, Gérard.....	2911
Nolin, David.....	2912
Pouliot, J.-O.....	2912
Pronovost, Emile.....	2913
Thibault, H.....	2911

VENTE PAR LICITATION:—

Décarie vs Décarie <i>et al.</i>	2915
Sullivan vs McGuire <i>et al.</i>	2915

SALE BY LICITATION:—

Décarie vs Décarie <i>et al.</i>	2914
Sullivan vs McGuire <i>et al.</i>	2915

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Cloutier vs Lambert.....	2915
Cloutier <i>et al</i> vs Lambert.....	2916
Frigon vs Ayotte.....	2916
Mathew Moody & Sons Co. vs Dufour..	2916

ABITIBI:—

Cloutier vs Lambert.....	2915
Cloutier <i>et al</i> vs Lambert.....	2916
Frigon vs Ayotte.....	2916
Mathew Moody & Sons Co. vs Dufour..	2916

ARTHABASKA:—

Côté vs Larocque..... 2917

BEAUCE:—

Desruisseaux *et vir* vs Guenette..... 2917
Juneau vs Audet dit Lapointe..... 2917

BEDFORD:—

Ayetle vs Brin..... 2918
Corporation paroisse Saint-Georges de
Clarenceville vs Westover *et vir*..... 2918
French vs Tagan..... 2919

CHICOUTIMI:—

Côté vs Dufour..... 2920

KAMOURASKA:—

Guérin *et al* vs Foster..... 2920

MONTMAGNY:—

Jarjour vs Goupil..... 2921

MONTREAL:—

Baillie vs McPhee *et al*..... 2921
Lagassé vs Baillargeon..... 2923
Mazurie vs Kimpetsky *alias* Kimpicku..... 2921

NICOLET:—

Poisson vs Fleurent..... 2924

PONTIAC:—

McCrank vs Dufault..... 2924

QUÉBEC:—

Mayrand vs Rompre..... 2925
Milhomme vs Daigle..... 2925

RICHELIEU:—

Allard vs Tranchemontagne..... 2926
Alliance Nationale vs Beaulieu..... 2926

ROBERVAL:—

Gagnon vs St-Pierre *et al*..... 2927

SAGUENAY:—

Guay vs Bouliane..... 2927

SAINT-FRANÇOIS:—

St. James vs Beard..... 2928

ARTHABASKA:—

Côté vs Larocque..... 2917

BEAUCE:—

Desruisseaux *et vir* vs Guenette..... 2917
Juneau vs Audet dit Lapointe..... 2917

BEDFORD:—

Ayetle vs Brin..... 2918
Corporation parish Saint Georges of
Clarenceville vs Westover *et vir*..... 2918
French vs Tagan..... 2919

CHICOUTIMI:—

Côté vs Dufour..... 2920

KAMOURASKA:—

Guérin *et al* vs Foster..... 2920

MONTMAGNY:—

Jarjour vs Goupil..... 2921

MONTREAL:—

Baillie vs McPhee *et al*..... 2921
Lagassé vs Baillargeon..... 2923
Mazurie vs Kimpetsky *alias* Kimpicku..... 2921

NICOLET:—

Poisson vs Fleurent..... 2924

PONTIAC:—

McCrank vs Dufault..... 2924

QUÉBEC:—

Mayrand vs Rompre..... 2925
Milhomme vs Daigle..... 2925

RICHELIEU:—

Allard vs Tranchemontagne..... 2926
Alliance Nationale vs Beaulieu..... 2926

ROBERVAL:—

Gagnon vs St-Pierre *et al*..... 2927

SAGUENAY:—

Guay vs Bouliane..... 2927

SAINT FRANCIS:—

St. James vs Beard..... 2928